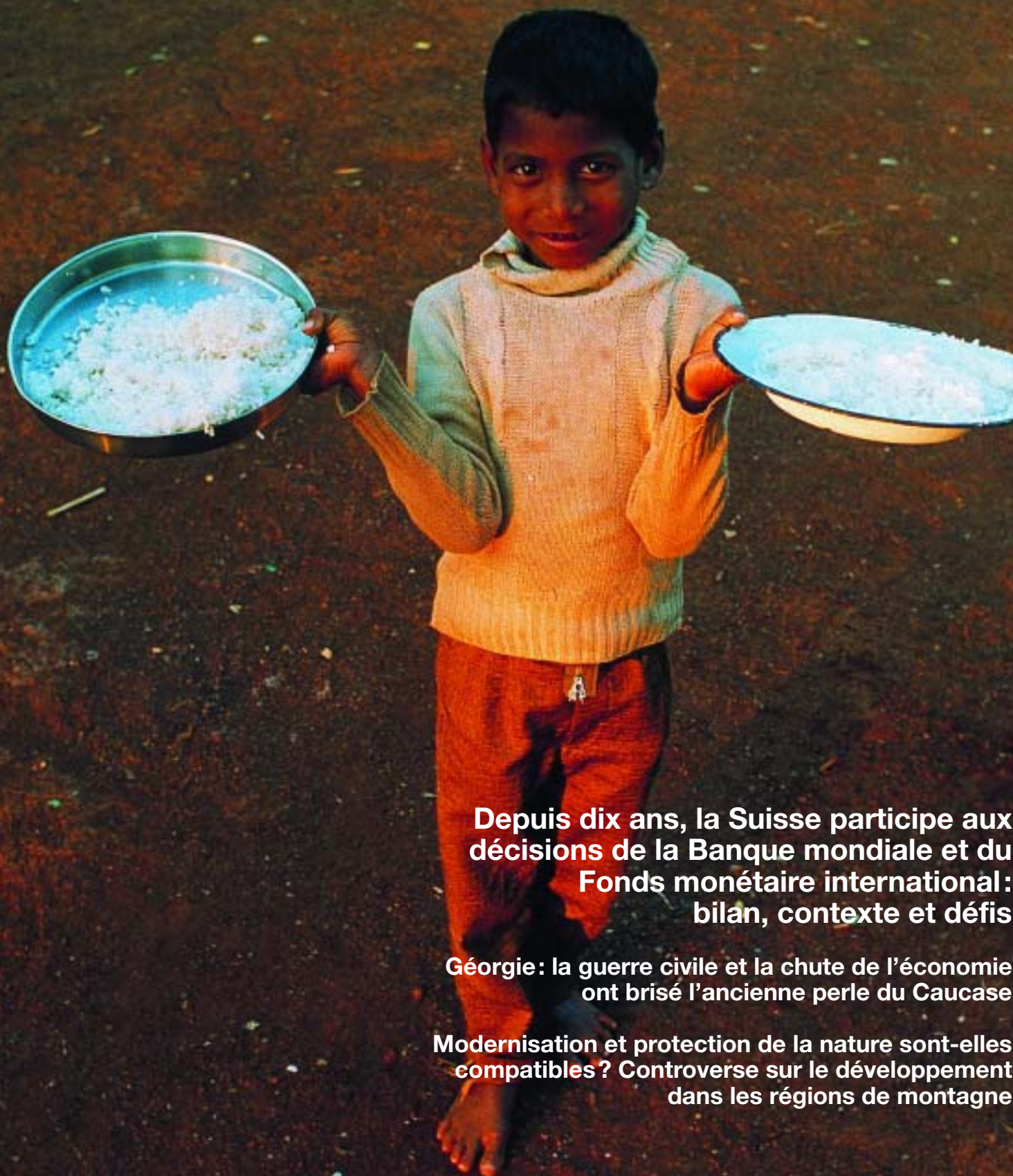


# Eine Welt Un solo mondo Un seul monde

N° 2  
JUN 2002  
LE MAGAZINE DE LA DDC  
SUR LE DÉVELOPPEMENT  
ET LA COOPÉRATION



**Depuis dix ans, la Suisse participe aux décisions de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international: bilan, contexte et défis**

**Géorgie: la guerre civile et la chute de l'économie ont brisé l'ancienne perle du Caucase**

**Modernisation et protection de la nature sont-elles compatibles? Controverse sur le développement dans les régions de montagne**

## DOSSIER



### BRETTON WOODS

#### Dix ans de participation, de critique et de réforme

Depuis 1992, la Suisse est membre des institutions de Bretton Woods, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Le front qui séparait à l'époque partisans et adversaires de l'adhésion s'est progressivement effrité, mais les défis sont toujours là.

6

#### À chacun sa voie vers le mieux-être

La Banque mondiale mise de plus en plus sur une coopération avec la société civile pour l'élaboration de stratégies de lutte contre la pauvreté. La Suisse appuie ces efforts.

12

#### «Un énorme gaspillage de ressources»

Entretien avec Eveline L. Herfkens, ministre néerlandaise de la coopération au développement, qui connaît fort bien les institutions de Bretton Woods

14

### Fin du huis clos en Bolivie

La DDC soutient l'institution de l'ombudsman, un pilier de la réforme du système judiciaire en Bolivie

24

## FORUM



### Le choc de l'homme et de la montagne

Peut-on concilier protection de la nature et modernisation dans les régions de montagne ? Controverse

26

### Les deux mondes du monde

L'écrivain mozambicain Mia Couto parle des pauvres, qui font peur à ses enfants

29

## HORIZONS



### GÉORGIE

#### L'enfant chéri du Caucase a mal tourné

La population de la Géorgie subit les conséquences de la guerre civile et du marasme économique. Un portrait

16

#### Tu appelles ton rêve l'avenir

L'écrivain géorgien George «Gaga» Nakhusrishvili philosophe devant un verre de bière

20

## DDC

### Tout est dans la réalisation

L'opinion du directeur de la DDC Walter Fust sur les stratégies de lutte contre la pauvreté

21

### Un peuple assigné à résidence

L'aide humanitaire de la Suisse aux réfugiés palestiniens transite par une organisation spécialisée de l'ONU

22

## CULTURE



### La montagne fait son cinéma

Une série de films, pleins de temps forts, qui racontent la montagne et la vie de ses habitants à travers le monde

30

Éditorial	3
Périscopes	4
DDC interne	25
Au fait, qu'est-ce que le transfert de technologie ?	25
Service	33
Impressum	35

*Un seul monde* est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.



## Nous restons à l'avant-garde

À l'approche du week-end de votation, les craintes et la nervosité étaient devenues palpables, alors même qu'une foule de questions restaient ouvertes. En supposant qu'elle adhère, la Suisse pourra-t-elle véritablement exercer une influence? Ses objectifs seront-ils conciliables avec ceux des autres pays? Ne vaut-il pas mieux investir l'argent de manière bilatérale plutôt que dans une institution internationale de taille gigantesque? Malgré les similitudes, ces questions ne font pas référence à la votation du printemps dernier sur l'entrée de la Suisse à l'ONU. Elles datent de 1992, année où le peuple était appelé à se prononcer sur l'adhésion aux institutions de Bretton Woods. Un projet qu'il a accepté.

Les conséquences de ce vote sont connues. Depuis qu'elle est membre de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, la Suisse a pu influencer considérablement sur les réformes qui s'imposaient au sein de la banque. Les moyens de pression dont elle dispose dépassent largement ceux qui correspondraient en réalité à sa part des voix. Partisans et opposants de l'époque déclarent aujourd'hui d'une même voix que l'adhésion a permis à la Suisse de mieux faire valoir les objectifs de sa politique de développement, qui vise à aider les plus pauvres. Vous en apprendrez davantage en lisant notre dossier intitulé «Dix ans de participation, de critique et de réforme».

Il y a dix ans, le vote sur les institutions de Bretton Woods a enclenché une évolution qui fait de la Suisse une nation ouverte sur le monde, capable de collaborer avec les autres, critique mais également capable d'accepter la critique. Une évolution qui a débouché en mars dernier sur l'adhésion à l'ONU. Cet événement nous correspond parfaitement, car il reflète en grande partie notre travail: il y a longtemps que la coopération au développement et l'aide humanitaire de la Suisse se caractérisent par leur ouverture; il y a longtemps aussi qu'elles collaborent au sein de réseaux mondiaux tout en suivant leur propre voie. Dans ce sens, nous resterons à l'avant-garde. Nous sommes convaincus que l'adhésion à l'ONU accroîtra encore la crédibilité et l'efficacité de nos actions. Il est évident que seule la communauté internationale, œuvrant de concert, est en mesure de résoudre les grands problèmes de ce monde.

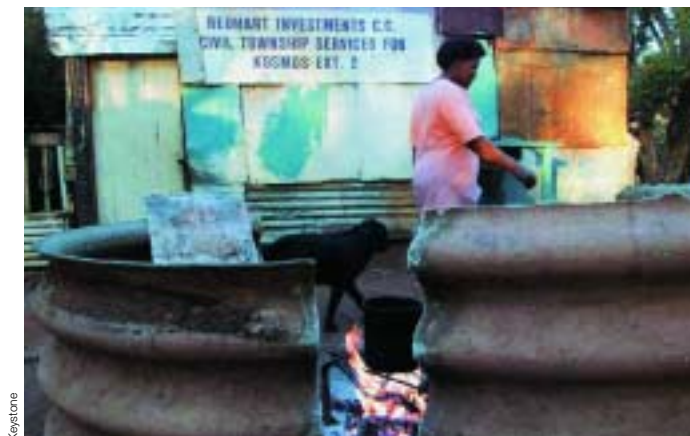
Nous continuerons donc à faire de notre mieux!

*Harry Sivec*

*Chef médias et communication DDC*

*(De l'allemand)*





Koistone

## Gigot de chien à Kinshasa

(jls) Les Kinois, habitants de Kinshasa, sont de plus en plus nombreux à manger du chien. Certains le font par goût, d'autres par nécessité. La viande de bœuf et le poisson frais ont atteint des prix inabordables dans la capitale de la République démocratique du Congo. La crise économique a brisé certains tabous en matière alimentaire, relève un superviseur de l'Institut congolais pour la conservation de la nature. Mais cette «émancipation gastronomique» est également due au brassage des populations qui s'est opéré dans la ville, ajoute-t-il. La consommation de chien est courante chez certaines ethnies. Parmi sa clientèle, Donatien Mwamba, «tueur de chiens et restaurateur», compte par exemple quelques riches Lubas, originaires du Kasai, dans le centre du pays. Ces «patrons»

débarquent de leurs limousines, cigare aux lèvres, «pour faire respecter leur rang social et une vieille tradition culinaire luba», explique-t-il.

## Petits Malgaches anonymes

(jls) À Madagascar, près de 2 millions d'enfants n'existent pas officiellement, parce que leurs parents n'ont pas annoncé leur naissance. Dans certaines régions, jusqu'à 80 pour cent des enfants n'ont jamais été déclarés. Si cette tendance se poursuit, en 2015, la moitié des Malgaches n'auront pas de pièces d'identité, donc aucun droit dans leur propre pays. N'ayant pas les moyens de payer la maternité, les femmes recourent de plus en plus aux accoucheuses traditionnelles. Mais ces «matrones» ne délivrent pas d'attestation de naissance, car une fausse croyance prétend qu'elles n'en ont pas le droit. Afin de résoudre ce problème,

le gouvernement prévoit de donner aux matrones une formation sommaire aux questions d'état civil. En outre, quatre provinces proposent d'enregistrer rétroactivement les naissances. Et le ministère de l'enseignement a décidé d'admettre dans les écoles les élèves sans papiers.

## Heureux Makulekes

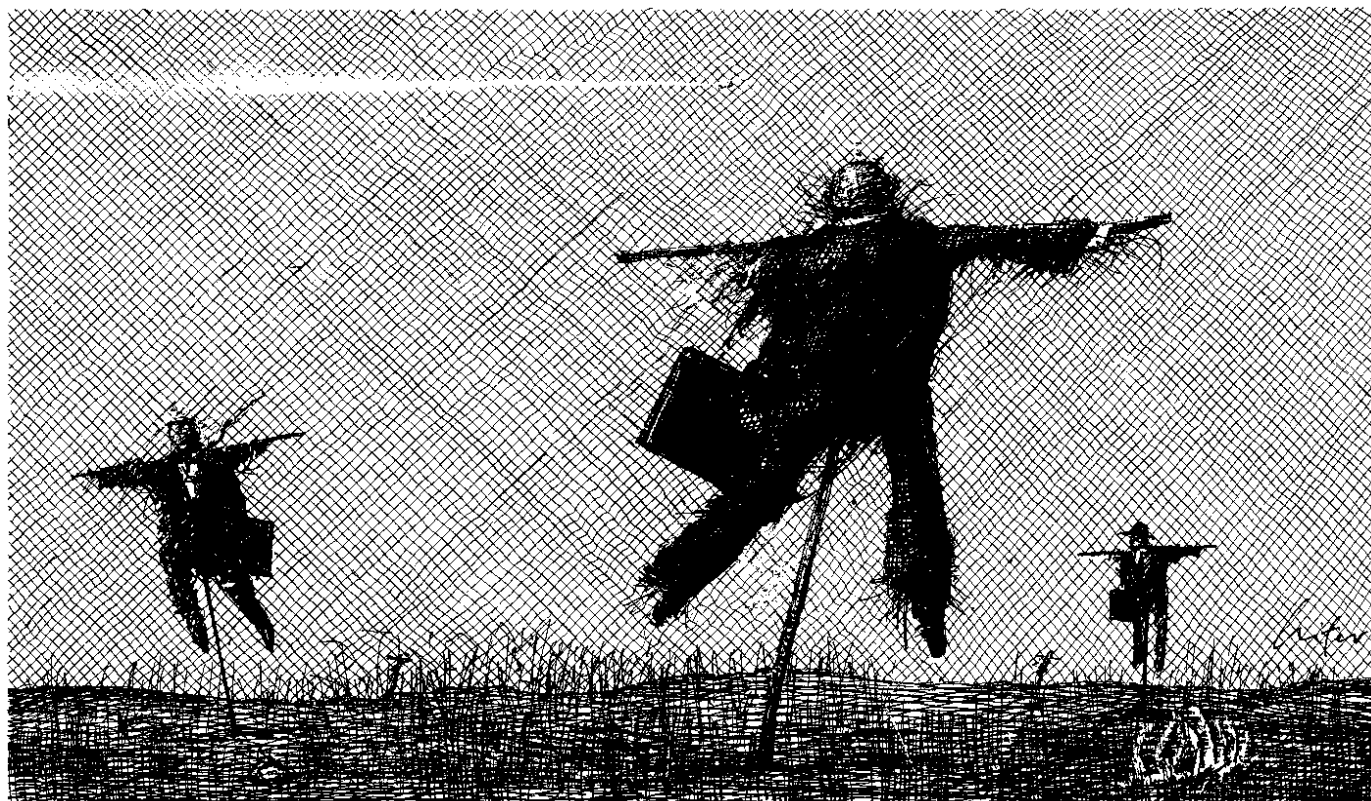
(bf) Les Makulekes vivent à l'extrême nord de l'Afrique du Sud, près de la frontière avec le Zimbabwe et le Mozambique. Le régime de l'apartheid les avait chassés de leurs terres, situées à l'intérieur du parc national Kruger. En 1998, quand ce terrain de 24000 hectares leur a été restitué, les Makulekes ont décidé de l'affecter à l'exploitation touristique, afin d'engendrer les revenus dont ils avaient un urgent besoin. Dépourvue de savoir-faire et de capital, la communauté makuleke a lancé un appel d'offres qui s'inscrivait dans un programme de coopération entre le gouvernement, les communes et le secteur privé. Elle cherchait un investisseur prêt à construire et à exploiter un hôtel. Et elle l'a trouvé. Ses principaux critères de sélection étaient les suivants: l'entrepreneur devait accepter d'employer exclusivement de la main-d'œuvre locale pour la construction et l'exploitation de l'établissement, d'octroyer à la population locale un pourcentage fixe de son chiffre d'affaires et d'assurer le caractère écologique du projet. Actuellement, seize Makulekes étudient la protection de la nature, l'hôtellerie et la gestion d'entreprise pour être en mesure d'assumer le fonctionnement de l'hôtel.

## Une Amérique latine plus sociale

(bf) Cyclones, séismes, guerres civiles et crises économiques n'ont pas empêché les dépenses



Malcom Watson / Still Pictures



## Les hommes de paille

sociales de progresser en Amérique latine : elles ont augmenté de près de 50 pour cent au cours des dix dernières années, indique une étude de la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Cela prouve, selon cette commission, qu'une bonne

partie des pays latino-américains ont fait des efforts pour mieux répartir la prospérité. Mais la hausse n'est pas de même ampleur dans toutes les régions. Les dépenses sociales ont doublé en Colombie, au Guatemala, au Pérou, au Paraguay et en République dominicaine, tandis

qu'elles n'ont augmenté en moyenne que de 2 à 4 pour cent par année en Argentine, au Brésil et au Costa Rica. Ce sont surtout les domaines de l'éducation et de la santé qui ont bénéficié de ces mesures sociales. L'Amérique latine reste pourtant la région du monde où la répartition des richesses est la plus inéquitable. Elle compte plus de 210 millions de pauvres (44 pour cent de la population), dont 90 millions vivent même au-dessous du seuil de pauvreté.

### Illuminés par le gharat

(bf) Les dix États himalayens de l'Inde comptent ensemble plus d'un demi-million de moulins à eau. Traditionnellement, ces *gharats* servent à écosser et à moudre. Mais ils auraient aussi le potentiel de produire du courant électrique d'environ 10000 mégawatts, moyennant certaines adaptations. Comme le gouvernement n'a toujours pas reconnu

aux propriétaires de *gharats* le statut de fournisseurs officiels d'électricité, et que beaucoup d'entre eux n'ont pas suffisamment d'argent pour effectuer les transformations nécessaires, les moulins produisent – illégalement – tout au plus 210 mégawatts. Récemment, l'Uttaranchal, le plus petit État de l'Inde, a décidé d'homologuer les moulins hydrauliques comme producteurs d'électricité. Grâce à ce premier programme de production décentralisée d'électricité, les 70000 exploitants de moulins que compte cet État ont désormais la possibilité d'obtenir des crédits bancaires pour modifier leurs installations. Environ 3000 villages, jusqu'à présent dépourvus d'électricité, s'en trouveront littéralement illuminés.





# Dix ans de participation, de critique et de réforme

DOSSIER



**Dix ans après l'adhésion de la Suisse aux institutions de Bretton Woods – Banque mondiale et Fonds monétaire international – le bilan est positif, de l'avis des experts. Le front qui séparait alors partisans et adversaires de l'adhésion s'est progressivement effrité. Aujourd'hui, tous admettent que la participation à une institution est la seule manière de faire changer les choses. Néanmoins, les critiques à l'égard de la Banque mondiale et du FMI demeurent vives. De Maria Roselli.**

Le 17 mai 1992, le peuple suisse était appelé à se prononcer sur l'adhésion aux institutions de Bretton Woods. Près de 56 pour cent des votants ont alors rejeté le référendum de quelques œuvres d'entraide et ouvert la voie à l'entrée de la Suisse à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international (FMI).

Les opposants craignaient que la Suisse ne dispose pas de suffisamment de voix pour exercer une influence significative sur le cours des réformes qui s'imposaient alors à la Banque mondiale. Mais ces arguments n'ont pas convaincu les votants. Dès lors, plus rien ne s'opposait à ce que la Suisse dispose de son propre groupe de vote au sein de la Banque mondiale et du FMI, comme le souhaitait le conseiller fédéral Otto Stich. Ces groupes ont été constitués d'abord avec les jeunes républiques d'Asie centrale. Jean-Daniel Gerber est devenu le premier directeur exécutif suisse à la Banque mondiale et Daniel Kaeser son homologue au FMI. Aujourd'hui, la Suisse ne représente plus seulement le Kirghizistan, le Tadjikistan, le Turkménistan, l'Ouzbékistan et l'Azerbaïdjan, mais également la Pologne et la Yougoslavie.

### Ne pas rester à l'écart

Dix ans après l'adhésion, le front qui séparait à l'époque les partisans et les opposants n'est pratiquement plus perceptible. Peter Bosshard, ancien responsable de la Déclaration de Berne, est de ceux qui soutenaient alors le référendum. Avec le recul, il s'avoue aujourd'hui satisfait du résultat des votations. À son avis, le référendum a néanmoins été utile, car il a permis de montrer à la population le côté sombre des institutions financières internationales. Et il a contraint le Conseil fédéral à plaider en faveur de réformes positives, notamment en ce qui concerne les programmes rigoureux d'ajustement structurel et le financement très controversé de projets gigantesques dans le domaine de l'énergie. Selon Peter Bosshard, il est désormais évident que la participation de la Suisse a fourni aux organisations non gouvernementales (ONG) de bien

meilleures possibilités d'exercer une influence.

C'est précisément sous l'angle de l'influence potentielle de la Suisse que Susanne Schmidtchen a analysé les relations entre Berne et les institutions de Bretton Woods. Cette économiste du NADEL (cours de l'EPFZ qui prépare au diplôme postgrade pour les pays en développement) arrive à une conclusion analogue: lors des votes formels, la Suisse bénéficie parfois d'une puissance qui dépasse nettement sa part de droits de vote. Cette part est de 1,66 pour cent à la Banque mondiale et 1,61 pour cent au FMI. Par ailleurs, l'apport de la Suisse a d'autant plus de poids que la plupart des décisions au sein des deux institutions se prennent par consensus entre les 24 directeurs exécutifs et non par vote.

Selon Susanne Schmidtchen, l'adhésion s'est notamment révélée utile pour faire valoir les objectifs de la politique suisse de développement, qui place les plus pauvres au centre de ses préoccupations. En outre, le fait de défendre au sein de son groupe de vote les intérêts des pays en transition d'Asie centrale oblige la Suisse à maintenir une certaine cohérence entre ses mandats auprès des institutions de Bretton Woods et sa politique de développement.

### La Banque mondiale en mutation

Au cours des vingt dernières années, la Banque mondiale a réalisé des réformes marquantes, dont même ses détracteurs relèvent le mérite. Si en 1980 la banque allouait encore 21 pour cent de ses crédits à des projets dans le secteur de l'énergie, cette part n'est plus que de 5 pour cent aujourd'hui. En revanche, les crédits destinés à la santé, à l'alimentation, à la formation et à la sécurité sociale ont été multipliés par cinq pendant le même laps de temps.

La publication du rapport de Willi Wapenhans, en 1994, a marqué une étape importante dans le processus de réforme. Cet ancien vice-président de la Banque mondiale octroyait une bien mauvaise note à l'institution en matière d'efficacité du déve-

### Liens

Fonds monétaire international  
[www.imf.org](http://www.imf.org)

Banque mondiale  
[www.banquemondiale.org](http://www.banquemondiale.org)

Initiative en faveur des PPT (pays pauvres très endettés)  
[www.worldbank.org/hipc](http://www.worldbank.org/hipc)

Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté  
[www.worldbank.org/poverty/french/strategies/index.htm](http://www.worldbank.org/poverty/french/strategies/index.htm)

Les institutions du groupe de la Banque mondiale (BIRD, AID, SFI, AMGI, CIRD)  
[www.banquemondiale.org/apropos/organisation/index.htm](http://www.banquemondiale.org/apropos/organisation/index.htm)

Répartition des voix au sein du groupe de la Banque mondiale  
[www.banquemondiale.org/apropos/organisation/administrateurs.htm](http://www.banquemondiale.org/apropos/organisation/administrateurs.htm)

50 Years Is Enough (association faïtière des opposants américains au FMI et à la Banque mondiale)  
[www.50years.org](http://www.50years.org)





#### La Banque mondiale a suspendu en 1992 le financement du barrage de Sardar Sarovar, en Inde

##### Perspectives suisses

«L'expérience acquise depuis 1992 a montré que les bénéfices de l'intégration multilatérale se mesurent moins en données quantifiables qu'en termes immatériels: profil du pays sur le plan international, échanges d'expériences, transfert de technologie et accès à l'information. Pour la Suisse, l'expérience que représentent la recherche de solutions multilatérales et la participation aux décisions revêt par ailleurs une importance cruciale. Cet engagement multilatéral a manifestement favorisé l'ouverture de la Suisse sur le monde et sensibilisé sa population aux problèmes internationaux.»

*Tiré de «Die Beziehung der Schweiz zu Bretton Woods-Institutionen» (relations de la Suisse avec les institutions de Bretton Woods). Rapport de synthèse publié dans le cadre du Programme national de recherche 42; Susanne Schmidtchen, NADEL, EPFZ*

loppement. Les problèmes sociaux, le rôle de la femme et des enfants, mais aussi la durabilité du développement, jouent un rôle tout au plus accessoire dans l'attribution des crédits, constatait-il. Ce rapport a été accueilli de manière très controversée, mais il a eu le mérite de susciter la réflexion. «Des thèmes jusqu'alors négligés ont soudain acquis une importance cruciale. On s'est par exemple préoccupé davantage du caractère durable des investissements et des fameux facteurs socio-économiques», se souvient Walter Hofer, chef de la section Bretton Woods à la DDC. Cependant, il a fallu attendre 1998 pour qu'une mutation s'opère. L'idée s'est alors imposée comme une évidence que le mandat principal de la Banque mondiale consiste à combattre la pauvreté, ajoute-t-il. Aujourd'hui, la Banque mondiale ne se considère plus seulement comme une institution financière, mais aussi comme une banque du savoir, qui réunit les connaissances acquises dans le cadre de la coopération internationale et les met à disposition des autres acteurs. Dans ce sens, elle est en train de devenir un centre de compétence en matière de développement et le lieu privilégié du dialogue international sur le développement.

##### Glasnost à Washington

Les résultats les plus visibles de ces changements sont un souci de transparence et une participation



Cordula Kropke / agenda

##### Récolte de millet au Sénégal

accrue de la société civile. Ainsi, toutes les décisions importantes des institutions de Bretton Woods sont diffusées sur Internet. Une grande partie de la population peut donc les consulter, moyennant un ordinateur et un raccordement à ce réseau. Nombre de documents opérationnels, naguère taxés de confidentiels, sont également disponibles en ligne, y compris les stratégies d'aide-pays (SAP), sur lesquelles se base l'octroi de crédits par le FMI et la Banque mondiale. Cette dernière est même parvenue depuis quelques années à établir un dialogue soutenu avec les ONG, notamment avec de grands organismes établis au niveau international, comme Oxfam et le WWF.



Par le passé, les stratégies d'aide par pays étaient en fait rédigées par les fonctionnaires de la Banque mondiale, puis présentées aux ministres concernés qui les signaient. Aujourd'hui, on estime au contraire que le développement d'une stratégie est un processus participatif qui doit permettre de renforcer la responsabilité du gouvernement et la démocratisation des institutions. Au Secrétariat d'État à l'économie (seco), Martin Rohner, chef de la section Institutions financières multilatérales, relève que l'introduction des Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLP) a transformé la coopération au développement. Aujourd'hui, c'est le pays concerné qui fixe dans le CSLP ses propres priorités en matière de développement; il intègre autant que possible la société civile dans cette démarche. Le cadre ainsi défini servira ensuite de base à la SAP de la Banque mondiale pour ce pays.

### La Suisse pionnière du désendettement

Et la Suisse dans tout cela? Existe-t-il des exemples de l'influence qu'elle a pu exercer sur la réorientation des institutions de Bretton Woods? «Bien sûr, dans le domaine de la dette notamment»,

pays un programme destiné à promouvoir la participation des pays en développement à l'initiative PPTE et à renforcer leur gestion interne de la dette (voir *Un seul monde* 1/2001).

Malgré les réformes, la critique demeure vive. En 1994, à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire des institutions de Bretton Woods, leurs opposants américains se sont regroupés au sein d'une association faîtière, qui porte le nom éloquent de «50 Years Is Enough» (50 ans, ça suffit). Cette fédération réunit plus de 200 organisations américaines et collabore avec 185 ONG dans 65 autres pays. Son objectif n'est pas de démanteler les institutions financières, mais de leur faire subir une réforme en profondeur.

En Suisse non plus, la Banque mondiale n'échappe pas à la critique. Bruno Gurtner, de la Communauté de travail des œuvres d'entraide, estime qu'elle manque toujours de transparence, d'esprit participatif et de pluralisme. Certaines décisions sont toujours gardées secrètes, déplore-t-il. Pour accroître la transparence, il serait utile de publier le calendrier du Conseil des administrateurs ainsi que son programme de travail.



Rizière au Népal



Culture de légumes en Tanzanie

déclare Martin Rohner avec conviction. «Au début des années 90, la Suisse a joué un rôle de pionnière avec ses accords bilatéraux de désendettement. Son action a largement fait progresser le débat au sein de la Banque mondiale.» Par ailleurs, la Conférence internationale sur l'endettement, organisée par la Suisse en 1994, a lancé pour la première fois un appel en faveur du désendettement des pays en développement, qui incluait les dettes multilatérales. Les fonds de désendettement multilatéral mis sur pied par la Suisse et les Pays-Bas ont servi de modèles à l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) et plus tard aux CSLP. La Suisse a ensuite lancé avec trois autres

Mais la réforme la plus importante, aux yeux de Bruno Gurtner, concerne la répartition des voix. Il faut promouvoir une telle réforme par tous les moyens, afin que les pays les plus pauvres obtiennent enfin davantage de poids dans la prise de décision. Des efforts ont déjà été entrepris au FMI. Sur cette question, la Suisse se trouve en porte-à-faux: le changement souhaité remet en cause la cohérence entre les intérêts de sa politique financière et les objectifs de sa politique de développement. En effet, pour accorder plus de droits de vote aux pays en développement, il faudra inévitablement modifier le rapport qui existe entre la part du capital et le nombre de voix. Concrètement,



Fabrique textile en Érythrée

cela déboucherait sur une réduction des voix dont dispose la Suisse.

### D'importantes décisions en vue

Pour Christine Eberlein, de la Déclaration de Berne, il reste beaucoup à faire pour réformer les institutions de Bretton Woods. La Banque mondiale devrait en particulier se montrer encore plus réservée et plus scrupuleuse à l'égard des grands projets d'infrastructure. Le financement du barrage de Bujagali, en Ouganda, est le dernier exemple en date d'une politique équivoque, relève Mme Eberlein. « Nous sommes très déçus de constater que la Banque mondiale n'a pas pris au sérieux les recommandations de la Commission mondiale des barrages et qu'elle finance un autre barrage géant controversé. Cet ouvrage représente un risque financier élevé pour l'Ouganda, il pourrait relancer la spirale de la dette dans ce pays. » La banque a certes consulté les ONG, qui ont pu faire valoir leurs arguments au plus haut niveau. Il n'en reste pas moins qu'elle a choisi de soutenir ce projet. Et cela avec l'accord du directeur exécutif suisse, précise Christine Eberlein.

Sur les 6 milliards d'êtres humains qui peuplent la planète, 2,8 milliards, soit près de la moitié, vivent avec moins de 2 dollars par jour et 1,2 milliard d'entre eux doivent se contenter de moins d'un dollar. Si la Banque mondiale entend s'attaquer

sérieusement à la pauvreté, elle sera amenée à prendre des décisions importantes sur des thèmes qui sont loin de faire l'unanimité. Par exemple, la banque doit-elle se satisfaire de la croissance économique d'un pays ou insister sur la répartition de cette croissance? Devra-t-elle à l'avenir se concentrer davantage sur sa mission principale, à savoir la lutte contre la pauvreté? Et dans ce cas, quelle place réserver au développement du secteur privé? Toutes ces questions seront examinées ces prochaines années. C'est au cours d'un long processus que les institutions de Bretton Woods s'efforceront de trouver un consensus. Comme elle l'a fait ces dix dernières années, la Suisse participera activement à la recherche de ce consensus. ■

*(De l'allemand)*



## Bretton Woods, juillet 1944

Une conférence monétaire et financière internationale s'est réunie du 1<sup>er</sup> au 22 juillet 1944 dans le but de réorganiser le système monétaire international, démantelé par la guerre. Les pays participant à cette rencontre, qui se tenait à Bretton Woods, dans l'État américain du New Hampshire, ont scellé la création du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD). Outre la BIRD, le groupe de la Banque mondiale comprend aujourd'hui l'Association internationale de développement (AID), la Société financière internationale (SFI), l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI) et le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI). La Banque mondiale a commencé ses activités en 1946 et le FMI en 1947. Les institutions de Bretton Woods ont leur siège à Washington.

## Activités de l'une et de l'autre

Les activités de la Banque mondiale comprennent essentiellement l'octroi de crédits, la coopération technique et des conseils institutionnels dans le cadre de programmes visant à réduire la pauvreté et à améliorer les conditions de vie dans les pays en développement.

Le FMI doit promouvoir la coopération internationale dans le secteur financier et contribuer à la stabilisation du système financier international ainsi qu'à

la prévention de crises. À cet effet, le FMI utilise ses moyens financiers pour octroyer des crédits à durée limitée aux États membres qui ont des problèmes de balance des paiements.

Le FMI et la Banque mondiale comptent 183 États membres. Au 30 juin 2001, la BIRD et l'AID avaient accordé des prêts et des crédits qui se montaient au total à 487 milliards de dollars.

La Banque mondiale compte 10 500 collaborateurs à travers le monde, dont 8 000 à Washington. Quant au FMI, il emploie 2 500 personnes, originaires de 133 pays.

## Part des voix de quelques États membres du FMI

États-Unis	17,16%
Allemagne	6,02%
France	4,97%
Italie	3,27%
Canada	2,95%
Chine	2,95%
Russie	2,76%
Suisse	1,61%
Australie	1,51%
Argentine	0,99%
Autriche	0,88%
Azerbaïdjan	0,09%
Burkina Faso	0,05%



Service des prématurés dans un hôpital du Koweït

Penny Tweedie / Panos / Strates

Heidur Nelson / lat



Écoliers sénégalais

Huber / lat

# À chacun sa voie vers le mieux-être

Les institutions internationales misent de plus en plus sur la coopération avec la société civile. C'est notamment le cas de la Banque mondiale, qui s'efforce d'associer les représentants d'organisations non gouvernementales (ONG), de syndicats et de groupements de femmes à l'élaboration de ses stratégies de lutte contre la pauvreté. La Suisse appuie ces efforts.



Brésil: de la favela...

## Un monde d'inégalités

Sur les 6 milliards d'êtres humains qui peuplent la planète, 2,8 milliards vivent avec moins de 2 dollars par jour et 1,2 milliard d'entre eux – dont 44 pour cent habitent en Asie du Sud – doivent se contenter de moins d'un dollar par jour. Dans les pays pauvres, un enfant sur cinq risque de ne pas atteindre son cinquième anniversaire. Enfin, si moins de 5 pour cent des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition dans les pays riches, ce taux s'élève à 50 pour cent dans les pays pauvres.

Extrait du «Rapport sur le développement dans le monde 2000/2001», Banque mondiale

(mr) Les habitants de la Rua Miguel Gomes, à Porto Alegre (Brésil), savent ce que signifie la participation démocratique. Il y a dix ans, ils vivaient dans des baraquements en bois, sans eau, sans électricité, sans égouts. Aujourd'hui, la favela a fait place à des rangées de maisons familiales, simples mais pimpantes. La route a même été goudronnée et elle est en excellent état. «Auparavant, par temps de pluie, on s'enfonçait dans la boue jusqu'aux chevilles», se souvient José, un habitant. Il fait visiter les lieux à un groupe de délégués venus du monde entier pour assister au Forum social mondial de janvier 2002. Il leur explique comment les habitants sont parvenus à obtenir des logements plus convenables.

Si cette ancienne favela a pu se transformer en quartier d'habitation, c'est grâce au budget participatif de Porto Alegre. Chaque année, la population prend directement part aux décisions concernant l'attribution d'une partie du budget municipal. Elle élit des délégués, qui présentent ensuite des projets concrets. «Les habitants des quartiers sont les mieux placés pour dire ce qui leur manque, s'il est plus



...à des logements plus convenables

urgent de réparer la route ou d'ouvrir une crèche», poursuit José. Ce dernier est convaincu que le budget participatif améliore les conditions de vie des gens. Et il n'est pas le seul de cet avis. Pour la Banque mondiale, Porto Alegre illustre de manière exemplaire l'influence que la société civile peut exercer sur les décisions des autorités.

## Coopération avec l'Azerbaïdjan

Depuis la fin des années 90, la Banque mondiale privilégie une coopération accrue avec la société civile, qui doit notamment avoir une influence directe sur l'élaboration des Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLP). Ces textes sont formulés conjointement par les autorités locales, les représentants de la société civile – syndicats, groupements de femmes, ONG – les experts des pays donateurs et d'autres institutions. Auparavant, les CSLP étaient rédigés par la Banque mondiale. Aujourd'hui, c'est le pays concerné qui fixe ses propres priorités en matière de développement. Les documents sont ensuite soumis pour vérification aux institutions de Bretton Woods. Celles-ci s'en inspirent pour concevoir leurs stratégies d'aide par pays. Elles exigent un CSLP de tous les pays qui souhaitent bénéficier de crédits à des conditions privilégiées ou de mesures de désendettement dans le cadre de l'initiative en faveur des PPTE.



Ces dernières années, de plus en plus de pays en développement se sont attelés à la définition d'un Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté. L'Azerbaïdjan compte parmi eux. Désireuse de soutenir la jeune république dans cette entreprise, la Suisse a créé un fonds fiduciaire (*trust fund*) auprès de la Banque mondiale, qui doit servir à l'élaboration du CSLP azerbaïdjanais. Quinze groupes différents, répartis par secteurs, travaillent simultanément sur ce projet. La Suisse a mis des spécialistes à disposition de cinq groupes. «Nous serons actifs dans les secteurs où se situent nos points forts», déclare Hanspeter Wyss, de la section Bretton Woods à la DDC. Ces domaines que la Suisse connaît bien, ce sont le secteur bancaire, la sécurité sociale, la décentralisation, le suivi de la lutte contre la pauvreté et le problème des personnes déplacées.

### Qui doit payer les rentes ?

Le juriste bernois Werner Nussbaum, spécialiste de la sécurité sociale, a déjà travaillé sur la réforme du système de prévoyance sociale dans différents pays en transition. «En matière de sécurité sociale, surtout lorsqu'il s'agit de la prévoyance vieillesse et survivants, il n'est pas possible de prendre un modèle qui a fait ses preuves dans un pays et de le transposer tel quel dans un autre pays», avertit cet



Laurent Stoop / Lookat

### ...vers un système de prévoyance sociale

entreprises peuvent se trouver en cessation de paiement. «Qui doit alors payer les rentes?», demande Werner Nussbaum. Selon les experts de la Banque mondiale, le système de prévoyance à trois piliers, tel qu'il existe en Suisse, pourrait inspirer les réformes de l'assurance-vieillesse dans d'autres pays. Onze ans après l'accession à l'indépendance, la vie en Azerbaïdjan est plus difficile qu'à l'époque soviétique. Environ 68 pour cent de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté fixé par la Banque mondiale. L'avenir des Azerbaïdjanais dépendra de l'émergence d'une société civile forte, dont le concours est indispensable pour la formulation de la stratégie de lutte contre la pauvreté. ■

(De l'allemand)



John Spaul / Panor / Strates

### Azerbaïdjan: trouver sa propre voie...

expert. L'Azerbaïdjan ne va donc pas introduire du jour au lendemain le système suisse de prévoyance sociale. Il devra trouver sa propre voie pour passer de la formule actuelle, financée exclusivement par l'État, à un système constitué de plusieurs piliers, dans lequel l'État, les entreprises et les individus se partagent les charges.

Diversifier le financement est vital, car les modèles de prévoyance qui reposent sur un seul pilier sont trop fragiles. En fin de compte, les États comme les

# «Un énorme gaspillage de ressources»



Fotopressburo Dijkstra BV

**Eveline L. Herfkens** est depuis 1998 ministre du développement et de la coopération des Pays-Bas. Originaire de La Haye, elle a étudié le droit et l'économie à l'Université de Leyde. Depuis qu'elle a terminé ses études, elle a occupé divers postes, toujours dans le domaine de la coopération au développement. Entre 1976 et 1981, elle a travaillé au ministère des affaires étrangères. De 1986 à 1989, cette diplomate a été membre de la commission économique du Conseil de l'Europe et à ce titre co-organisatrice de la campagne Nord-Sud. De 1990 à 1996, c'est-à-dire au moment de l'adhésion de la Suisse aux institutions de Bretton Woods, Mme Herfkens était directrice exécutive à la Banque mondiale.

La ministre de la coopération au développement des Pays-Bas, Eveline L. Herfkens, connaît fort bien les institutions de Bretton Woods. Elle souligne le rôle qui leur incombe dans le financement futur du développement. Elle met aussi le doigt sur quelques points sensibles de la coopération au développement. Interview réalisée par Gabriela Neuhaus.



Giacomo Prozzi / Panos / Strates

**Un seul monde: Dans le domaine du développement et de son financement, les institutions de Bretton Woods jouent un rôle crucial, quoique controversé. Quelles sont, à vos yeux, leurs forces et leurs faiblesses?**

**Eveline Herfkens:** Les institutions de Bretton Woods possèdent une foule de connaissances et une grande expérience en matière de réduction de la pauvreté. L'aide qu'elles apportent, par exemple, à l'élaboration de Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLP) constitue un développement important. Le fait que les pays à bas revenus définissent leurs propres stratégies, et planifient ainsi leur avenir, revêt à mon avis une extrême importance. Jusqu'ici, huit pays – Bolivie, Burkina Faso, Honduras, Mauritanie, Mozambique, Nicaragua, Tanzanie et Ouganda – ont déjà établi leur CSLP et une douzaine d'autres se sont mis à la tâche. Cela ne signifie pas pour autant que ce processus fonctionne à la perfection. Il reste à pro-

mouvoir encore la participation, l'appropriation (*ownership*) et les compétences. Nous devons faire de gros efforts pour développer à temps des analyses garantissant que les stratégies choisies servent effectivement à réduire la pauvreté. Les progrès réalisés ces dernières années par les institutions de Bretton Woods incitent à l'optimisme, mais il reste beaucoup à faire, notamment pour que les déclarations d'intention se traduisent par des actes. Je trouve en outre que la Banque mondiale devrait se concentrer sur son mandat principal et non pas chercher à obtenir d'autres missions. Cela ne conduit qu'à des chevauchements entre les activités des différentes organisations.

**Quelles sont les réformes qui s'imposent encore?**

Il ne sera possible d'atteindre les objectifs de la lutte contre la pauvreté que si l'approche est cohérente, tant sur le plan international que sur le plan national. Or le manque de coordination entre les





Jörg Bültgen / agenda



Meyborg / laif

différentes organisations engendre un énorme gaspillage de ressources. Nous devons donc admettre que la cohérence politique commence chez nous, dans les pays riches, et au sein des organisations internationales. Il arrive trop souvent que des départements entravent mutuellement leurs efforts. Par ailleurs, il serait bon d'harmoniser les procédures des donateurs: les pays en développement doivent consacrer beaucoup trop de temps et de capacités pour satisfaire aux conditions spécifiques des différents donateurs. Des progrès ont certes été accomplis, mais un sondage mené auprès des ambassades néerlandaises a montré que la Banque mondiale notamment devrait faire beaucoup plus dans ce domaine.

**Les institutions de Bretton Woods sont fréquemment exhortées à faire preuve de plus de démocratie et de transparence. Que pensez-vous de cette exigence?**



Jan Banning / laif

Il est important de renforcer la voix des pays pauvres, donc des petits actionnaires. On devrait distinguer leur rôle d'emprunteur et leur rôle d'actionnaire. Leur voix d'actionnaire, en particulier celle des pays africains, devrait être plus efficace et respectée en tant que telle par la direction et les représentants des donateurs. Le système des groupes de vote est un progrès en soi, puisqu'il

permet à chacun des 183 pays membres d'être représenté par une personne élue. La légitimité démocratique des institutions de Bretton Woods dépend toutefois de l'honnêteté avec laquelle les directeurs exécutifs défendent les différents intérêts des membres de leur groupe de vote.

**En rejoignant les institutions de Bretton Woods il y a dix ans, la Suisse a constitué son propre groupe de vote, qui comprend en majorité de jeunes pays en développement. D'aucuns pensent que cette situation a conduit la Suisse à mener une politique plus cohérente et plus favorable au développement au sein de la Banque mondiale. Est-ce le cas?**

Le fait de représenter un groupe de vote mixte permet aux pays donateurs de mieux comprendre les préoccupations des pays emprunteurs, donc de surmonter les controverses qui peuvent surgir au Conseil des administrateurs entre donateurs et bénéficiaires. Le groupe de vote de la Suisse est un bon exemple de ce genre de coopération. D'ailleurs, la Suisse ne se contente pas de représenter les pays emprunteurs au Conseil des administrateurs. Elle met aussi une aide financière et technique à la disposition des membres de son groupe au FMI. Je l'en félicite.

**Comment voyez-vous le rôle futur de la Suisse au sein des institutions de Bretton Woods?**

La Suisse est un membre très apprécié au sein de la communauté internationale et je l'encourage vivement à poursuivre son bon travail. Les pays de l'Union européenne se sont engagés à faire passer le budget de leur coopération au développement à 0,7 pour cent des dépenses nationales. Je voudrais inviter le gouvernement suisse à suivre cet exemple et à fixer un calendrier pour la réalisation de cet objectif. ■

*(De l'anglais)*

#### Barcelone 2002

Réunis en mars dernier à Barcelone, les quinze pays membres de l'Union européenne (UE) sont tombés d'accord pour consacrer à partir de 2006 au moins 0,39% de leur produit national brut aux pays les plus pauvres de la planète. L'objectif de 0,7%, que l'UE avait formulé il y a quelques années sans fixer de délai, n'a pour l'instant été atteint que par le Danemark (1,06%), les Pays-Bas (0,81%), la Suède (0,81%) et le Luxembourg (0,7%). La moyenne de l'UE se situe à 0,33%, soit presque autant que l'effort de la Suisse (0,34%).



# L'enfant chéri du Caucase a mal tourné

**Dans l'ex-Union soviétique, la Géorgie avait la réputation d'être une terre où coulent le lait et le miel. Aujourd'hui, ses habitants subissent les conséquences de la guerre civile et du marasme économique. Un nouvel essor pourrait venir du futur oléoduc qui doit relier Bakou à la mer Noire. De Bernhard Matuschak\*.**

À la périphérie de Tbilissi, capitale de la Géorgie, l'hôtel Ushba est complètement délabré. Sa cage d'escalier sans éclairage sent l'urine, des taches d'humidité se dessinent sur le crépi nu des parois, les tapisseries du premier étage sont en lambeaux et des trous béants apparaissent dans le parquet. Malgré cet état misérable, les 88 chambres de l'auberge sont désespérément bondées. On loge jusqu'à six personnes dans une même pièce.

Les occupants de l'hôtel Ushba sont des clients permanents. La plupart d'entre eux y vivent depuis près de dix ans. C'est le cas de Gugula Jeladze, une femme de 73 ans, et de son fils Ramaz, âgé de 43 ans, originaires de Soukhoumi, capitale de l'Abkhazie. Ils ont été obligés en 1992 de fuir leur patrie, qui était alors une république autonome au sein de la Géorgie. « Nous nous sommes cachés pendant des jours dans la forêt. Des balles sifflaient tout autour de nous. Puis nous avons couru jusqu'à ce

que nous soyons en sécurité », raconte Gugula Jeladze. Elle soupire : « Soukhoumi était un paradis à l'époque. Maintenant, il ne reste que des ruines. »

## **Guerre civile aux conséquences désastreuses**

Quelque 300 000 personnes, en Géorgie, connaissent un destin analogue à celui des Jeladze. Elles ont été déplacées dans leur propre pays, victimes de la guerre civile des années 1992 et 1993. Des troupes géorgiennes ont pénétré en Abkhazie au mois d'août 1992, sous prétexte de protéger contre des attaques de brigands la ligne ferroviaire qui relie la Russie à Tbilissi en passant par Soukhoumi. Enfreignant un accord, des unités abkhazes ont alors tiré sur les Géorgiens. En réaction, l'armée géorgienne a mis à sac la ville de Soukhoumi. Durant la guerre civile qui en est résultée, des unités russes et des francs-tireurs





Leo Erken / Panos / Strates

tchéchènes sont intervenus aux côtés de l'Abkhazie.

Cette guerre s'est achevée par la défaite de la Géorgie. Elle a fait plus de 8000 morts et provoqué l'exode de 250 000 Géorgiens d'Abkhazie. Depuis lors, la frontière est contrôlée par des troupes russes. Une mission de paix de l'ONU est présente sur le terrain. Cependant, la zone frontalière est toujours le théâtre de fréquentes escarmouches. Un hélicoptère d'observateurs militaires de l'ONU a été abattu en octobre dernier; un Suisse y a perdu la vie. Le statut de cette république qui aspire à l'indépendance est aujourd'hui encore incertain. La Géorgie la considère toujours comme faisant partie de son territoire. Autrefois paradis de vacances, l'Abkhazie est politiquement isolée et économiquement aux abois.

Ce sont les personnes déplacées qui souffrent le plus de cette situation. Dix ans après avoir fui leur patrie, elles sont toujours logées à Tbilissi dans des abris provisoires – le plus souvent des hôtels ou des hôpitaux. L'État leur octroie chaque mois une aide sociale qui se monte à 13 laris (un peu plus de 10 francs). «La moitié de cette somme sert à payer l'électricité et l'eau. C'est ridicule, car le courant est continuellement coupé et nous n'avons de l'eau qu'à certaines heures», s'indigne Ramaz Jeladze.

L'hiver est rude non seulement pour les réfugiés,

mais pour tous les habitants. Les coupures d'électricité durent souvent de quatre à cinq heures. Les conduites d'eau gèlent. Les chauffages à distance, qui datent de l'époque soviétique, ne cessent de tomber en panne. De toute manière à l'étroit, la famille moyenne se regroupe alors dans une seule pièce de son logement et se réchauffe avec un fourneau à charbon de bois. Quand le combustible vient à manquer, on brûle tout ce qui peut l'être : mobilier, parquet, clôtures ou arbres fruitiers.

### Files d'attente aux points d'eau

Si l'effondrement de l'Union soviétique a permis à la Géorgie d'accéder à l'indépendance, il lui a aussi fait perdre son marché d'exportation et sa position privilégiée. Déjà à l'époque des tsars, cet éden caucasien était l'enfant chéri de la nation. C'est ici que la noblesse avait ses résidences d'été. Après la révolution bolchevique, celles-ci ont été accaparées par la nouvelle *nomenklatura*. Le vin de Kakhétie faisait oublier leur chère vodka aux maîtres du Kremlin. L'argent affluait dans ce grenier de l'empire soviétique, de surcroît riche en ressources minières. Aciéries, usines automobiles et autres complexes industriels y ont été construits à la hâte. Ces vastes installations sont immobilisées depuis longtemps. À travers tout le pays, des vestiges de béton et d'acier témoignent de ce qui fut «le paradis des travailleurs».

Occupé par près de 300 personnes, l'ancien hôtel Ushba, à Tbilissi, est plein à craquer



H. Stalder / WWF CH



Bernhard Matuschak

## L'objet de tous les jours

### Le tone

La galette de pain est aux Géorgiens ce que la baguette est aux Français. Les boulangeries industrielles pourraient couvrir les besoins de toute la république. Pourtant, la population continue un peu partout de cuire son pain selon la méthode traditionnelle. Presque chaque village est équipé d'un *tone*. Ce récipient en terre cuite, semblable à un tonneau, mesure environ un mètre de diamètre, ses parois sont épaisses et il est partiellement enterré. Sur le fond de ce four, on fait brûler des bûches de bois, afin d'en chauffer l'intérieur. Quand la température voulue est atteinte, on écrase des boules de pâte contre la face interne des parois. Pour ce faire, la boulangère – c'est un métier féminin en Géorgie – doit plonger le haut du corps dans le *tone*. De l'extérieur, on a l'impression qu'elle va basculer dans ce tuyau. Le pain prend un arôme différent selon le bois qui est utilisé pour chauffer le four.

Autrefois florissante, l'industrie du tourisme est également à l'agonie. Située au cœur du Petit Caucase, à 150 km à l'ouest de Tbilissi, la petite ville de Borjomi illustre ce déclin. Jusqu'en 1990, elle était «la» station climatique et thermale de l'Union soviétique. Staline lui-même venait régulièrement se détendre au palais Likani, ancien pavillon de chasse du tsar Alexandre II. Toute cette gloire appartient désormais au passé.

De l'eau thermale sulfureuse jaillit du sol à proximité du palais Likani. Vendue depuis 1896 pour ses vertus curatives, l'eau de Borjomi était devenue un des plus célèbres produits d'exportation de la Géorgie. Aujourd'hui, on continue de la vendre, dans des bouteilles agrémentées d'un motif en relief qui représente un cerf. Mais cela ne suffit plus pour approvisionner la population en eau potable. Rares sont les maisons raccordées au réseau d'eau courante. C'est pourquoi de longues queues se forment dès le matin aux points d'eau publics.

### Espoirs placés dans l'oléoduc

La situation est particulièrement mauvaise dans une cité satellite située aux abords de Borjomi. Un seul robinet alimente en eau potable trois immeubles où vivent 150 personnes. Pendant que des seaux se remplissent du précieux liquide, les conversations portent en général sur l'état de ces blocs de dix étages construits vers la fin des années 80. Les intempéries ont gravement endommagé les façades, la maçonnerie est si désagrégée qu'elle laisse apparaître ses armatures métalliques. On croirait presque que ces bâtisses en éléments préfabriqués ont déjà servi de cibles militaires. Avec

une bonne dose de sarcasme, les habitants ont baptisé leur cité «Viêt-nam». Mais Nana Aleksianini n'est pas d'humeur à rire: «Le chauffage est fichu et le toit a des fuites. Ces bâtiments ont été construits pour l'Afrique, où il ne pleut jamais, où il ne fait pas froid.»

Juste avant Borjomi, une clôture en grillage métallique entoure les décombres de bâtiments circulaires en béton. La station d'épuration de Borjomi s'effrite inexorablement... Cette aberration, construite dans les années 80, n'a jamais pu être mise en service, car elle était totalement surdimensionnée. C'est aujourd'hui de l'or noir que l'on attend le salut économique. Un oléoduc doit relier les champs pétrolifères d'Azerbaïdjan, via la Géorgie, à la ville portuaire de Poti, sur la mer Noire, où le pétrole sera chargé à bord de bateaux. Un accord a été signé en 1999 entre les deux républiques caucasiennes. À Poti, d'immenses panneaux annoncent ce projet gigantesque dont les Géorgiens espèrent un avenir plus souriant. ■

(De l'allemand)

\* Le biologiste Bernhard Matuschak exerce une activité de journaliste indépendant au bureau de presse Seegrund, à Kreuzlingen



# La Géorgie et la Suisse: contribuer à la stabilisation du Caucase du Sud

(bf) Depuis la chute du Mur de Berlin et l'écèlement de l'Union soviétique, divers mouvements autonomistes (Abkhazie, Ossétie du Sud) ont entraîné un morcellement de la Géorgie et de violents conflits dont la population subit aujourd'hui encore les répercussions. Le Caucase du Sud est d'ailleurs une des régions du monde qui compte le plus de personnes déplacées. À cela s'ajoute le passage difficile de l'économie planifiée à l'économie de marché. Si l'engagement suisse en Géorgie a surtout pris au départ la forme d'une aide humanitaire, les projets actuels de la DDC et du seco s'inscrivent dans un programme de développement régional incluant l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie. La DDC y consacre un budget annuel de 9 millions de francs, géré par le bureau de coordination qui a été ouvert en 1998 à Tbilissi. Voici les grands axes de ce programme régional:

**Bonne gestion des affaires publiques:** Toute une série de projets visent à promouvoir la société civile, ainsi que la transparence et l'efficacité de l'administration. Ils comprennent par exemple un

soutien à des cours pour journalistes ou la formation de diplomates.

## Utilisation durable des ressources naturelles:

Une aide est fournie à des institutions écologiques locales et nationales, pour qu'elles puissent résoudre des problèmes et identifier les potentiels en matière de ressources naturelles. Les projets vont de l'utilisation durable de plantes médicinales jusqu'à la mise en place d'un réseau caucasien d'organisations non gouvernementales (ONG), en passant par le développement des zones de montagne.

**Secteur humanitaire:** Des contributions aux programmes d'organisations internationales (CICR, HCR, etc.) permettent de secourir les réfugiés, les personnes déplacées et les plus démunis. On construit des logements, des écoles ainsi que des centres d'accueil et de soins afin d'aider les rapatriés, d'intégrer les réfugiés et d'encourager la reconstruction. Une ligne d'action est consacrée aux mesures à prendre en cas de séisme.

## Faits et chiffres

### Nom

République de Géorgie

### Capitale

Tbilissi  
(1,45 million d'habitants)

### Superficie

69 665 km<sup>2</sup>

### Monnaie

depuis 1995: lari

### Population

5,4 millions d'habitants, dont:  
Géorgiens: 70% (en schématisant, car la Géorgie est une mosaïque comprenant une vingtaine de régions historiques et autant de peuples)  
Arméniens: 8%  
Russes: 6%  
Azerbaïdjanais: 6%  
Ossètes: 3%  
Abkhazes: 1,7%

### Langues

Géorgien, mingrélien, russe (peu apprécié, mais maîtrisé par la plupart des Géorgiens)

### Religions

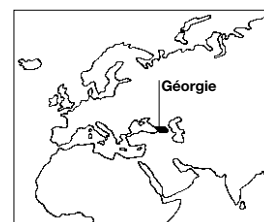
Christianisme (la Géorgie est le plus oriental des pays qui ont fait du christianisme leur religion d'État), islam (environ 11%)

### Principales exportations

Vin, produits alimentaires (agrumes, thé, raisin)

## Repères historiques

66 av. J.-C.	Pompée conquiert la Géorgie.	1991	Lors des premières élections libres, le dissident Zviad Gamsakhourdia accède à la présidence de la Géorgie. Le soutien qu'il apporte aux putschistes du mois d'août à Moscou l'isole politiquement dans son propre pays. Il ordonne à sa garde de tirer sur des manifestants et impose la censure dans tout le pays. Des combats éclatent et le président Gamsakhourdia est chassé.
3 <sup>e</sup> s.	Les Sassanides chassent les Romains du Caucase.		
7 <sup>e</sup> s.	Les Arabes s'emparent de Tbilissi.		
11 <sup>e</sup> s.	La Géorgie devient un empire chrétien.		
13 <sup>e</sup> -18 <sup>e</sup> s.	Tbilissi est assaillie et pillée à plusieurs reprises par les Mongols.	1992	Le gouvernement intérimaire comprend Edouard Chevardnadze, ancien ministre soviétique des affaires étrangères. Le conflit avec l'Abkhazie s'envenime et tourne à la guerre civile. Chevardnadze est élu président en octobre. Il met fin à cette guerre.
1801	Le tsar Alexandre 1 <sup>er</sup> fait de la Géorgie un protectorat russe.		
1918	La Géorgie proclame son indépendance.		
1921	Elle est intégrée à l'URSS.		
1922	En avril, Staline devient secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS). De son vrai nom Iossif Vissarionovitch Djougachvili, il est le fils d'un cordonnier de Gori, en Géorgie.	1993	L'ex-président Gamsakhourdia envahit avec des unités armées la province natale de Chevardnadze; il est fait prisonnier par des troupes fidèles au gouvernement.
1988	Des dissidents font une grève de la faim pour obtenir l'indépendance de la Géorgie.	1995	Edouard Chevardnadze est à nouveau élu président.
1989	L'opposition organise de grandes manifestations. La foule se heurte à des unités spéciales du ministère de l'intérieur.	2001	Des combats éclatent à la frontière entre l'Abkhazie et la Géorgie. L'Abkhazie décrète la mobilisation générale. Une razzia lancée contre la chaîne de télévision Rustavi-2, critique à l'égard du gouvernement, déclenche une crise gouvernementale. Chevardnadze dissout le cabinet.
1990	La Géorgie accède à l'indépendance après l'effondrement de l'Union soviétique.		



# Tu appelles ton rêve l'avenir



**George «Gaga»**

**Nakhutsrishvili**, 31 ans, est un historien diplômé de l'Université de Tbilissi, capitale de la Géorgie. Il écrit de la poésie depuis son enfance. Il a publié en 1996 un premier volume de poèmes intitulé *Strange Travelers*, puis en 2000 *Simplicity*, un deuxième recueil de poèmes et de sketches. Il consacre ses loisirs aux voyages et au sport.

Tu es assis dans un café. On appelle ça un café, mais en fait, c'est la rue. Tu bois un verre de bière, parce qu'il fait chaud. La bière, par contre, est froide. Tu te confesses à ton verre. Tu penses au passé. Un verre de bière qui contient tout le passé...

Tu commences par l'enfance. La première fois que tu es tombé amoureux, c'était au jardin d'enfants. Tu voulais l'épouser. Tout petit déjà, tu étais très éloigné de la réalité. Puis tu as grandi, tu es tombé amoureux d'une autre. La première, la deuxième, la troisième... Toujours très sérieusement. Elles te considéraient comme un poète – et aussi comme un romantique moderne. Mais tu leur as parlé de sport, de la pluie et du beau temps. Quel lien cela peut-il avoir avec la poésie, les rimes, le rythme, la forme, les symboles? Le sport et le temps qu'il fait sont de meilleurs sujets de conversation. Alors, quelqu'un t'a surnommé «la gazette», quelqu'un qui avait le sens de l'humour. Il est rare qu'une fille ait le sens de l'humour. Mais qu'est-ce que... les filles viennent faire là-dedans? Tu penses à une jupe et tu crois que cela te rappelle le passé.

Tu te remémores l'école. Tu recevais la note 2, parfois même 3. Géométrie... Les trois côtés du triangle sont égaux à tes notes. Sinus, cosinus, forces de friction, un poème de Maïakovski sur Lénine... C'était une époque étrange, où il fallait en même temps tout savoir et tout ignorer. Étudiant, tu t'es familiarisé avec Gabriel García Márquez; tu as songé que tu étais solitaire depuis cent ans et que tu avais perdu des guerres. Tu as cru cela jusqu'au moment où tu es devenu vraiment adulte.

Tu as pris de l'âge, tu es devenu un homme et quel homme! Qui boit de la bière en pleine rue et n'en

a même pas honte. Tu ne te caches pas. Qu'arrive-t-il maintenant? En ce moment présent? Une femme passe en jupe courte ou en pantalons serrés, elle passe comme la vie, ou bien...? Tu bouillottes d'idées! Tu la suis des yeux, mais sans arrière-pensées, simplement par habitude. Il ne te reste plus que cinq laris en poche. Tu es content. Il ne t'en faut pas davantage, tu n'as jamais aimé les grosses affaires (les petites non plus, d'ailleurs). Tu écris de la prose, en qualifiant cela de petit roman. Un genre littéraire que personne ne connaît. Toi non plus. Tu ne sais même pas quand tu auras terminé. Un jour ou l'autre, peut-être. Depuis tout petit, tu as été très éloigné de la réalité. Quoi d'autre? Tu es célibataire, fumeur et... ton verre est déjà presque vide.

Tu veux partir à l'étranger. Peu importe où et pourquoi, peu importe que tu voyages en bateau ou sur la terre ferme. Tu laisseras carte et boussole à la maison, tu iras là où personne ne te connaît. Personne ne te saluera, ne prendra de tes nouvelles. Tu pourras flâner tout seul. Parce que tu as envie de changer quelque chose. Cette réalité commence à être un peu barbant. Alors, tu appelles ton rêve l'avenir. Tout petit déjà...

«Vous avez déjà fini? Un lari», sourit la femme.

«Remettez-moi la même chose!» Bien entendu, tu ne t'arrêtes jamais à un verre de bière. ■

(Du géorgien)



Bernhard Matuschak

Banning / Air





## Stratégies de lutte contre la pauvreté Tout est dans la réalisation

Réduire de moitié la pauvreté dans le monde d'ici 2015. Tel est l'objectif que s'est fixé la communauté internationale en septembre 2000, lors de l'assemblée générale de l'ONU qui avait été désignée «assemblée du millénaire». Un objectif certes ambitieux, mais réalisable. Pour qu'un processus dynamique se mette en place, il est indispensable que les gouvernements des pays en développement concernés et des pays donateurs manifestent une ferme volonté politique. Reste à définir des stratégies pour atteindre cet objectif.

Tôt ou tard, les pays en développement devront se doter d'une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté. Nombre de gouvernements se sont déjà attelés à la tâche. La Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont mis au point un instrument, le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP), et appuient divers pays dans l'élaboration de tels programmes. Toutefois, les CSLP doivent nécessairement être conçus et décidés, non pas à Washington, mais par les gouvernements nationaux, dans le cadre de processus démocratiques et participatifs. D'autre part, il ne suffit pas que des cabinets gouvernementaux concoctent ces stratégies dans leurs bureaux, en y associant les représentants de la société civile pour se conformer aux vœux de la Banque mondiale. Non, il faut laisser suffisamment de temps aux gouvernements, exiger que les parlements puissent examiner ces programmes de manière approfondie et en partager la paternité. Même l'opposition politique des pays en développement doit se sentir coresponsable et impliquée dans ce processus. Les pauvres doivent faire entendre leur voix, par l'intermédiaire des élus siégeant au parlement et au gouvernement.

Les stratégies nationales de lutte contre la pauvreté constituent un cadre contraignant, non seulement pour les pays concernés, mais également pour les acteurs bilatéraux et multilatéraux de la coopération au développement. Les donateurs doivent donc réorienter leur aide et faire en sorte que la création de capacités institutionnelles et humaines soit au centre de leur coopération technique. Il est essentiel que les programmes, les approches et l'utilisation des moyens soient transparents. Ainsi, de nouveaux partenariats pourront se conclure, sur une base égalitaire, en vue de réduire la pauvreté. Les principes de la bonne gestion des affaires publiques s'appliquent aussi aux donateurs. À cet égard, il faut souligner l'importance des efforts entrepris par le Comité d'aide au développement de l'OCDE, en vue d'harmoniser les procédures et les normes d'évaluation.

Adopter des stratégies ne suffit pas. Il s'agit ensuite de les mettre en œuvre. La communauté internationale s'est fixé des objectifs mesurables. Les différentes étapes menant à leur réalisation doivent donc être également mesurables. La réduction de la pauvreté ne peut pas être abordée uniquement au niveau d'objectifs ou de stratégies. Elle doit devenir un thème permanent dans les agendas politiques des pays en développement et dans les bilans établis par tous les partenaires concernés. ■

*Walter Fust*  
*Directeur de la DDC*

*(De l'allemand)*

# Un peuple assigné à résidence

L'escalade de la violence, au début d'avril dernier, a provoqué une nouvelle détérioration de la situation humanitaire dans les territoires palestiniens. Les habitants de Cisjordanie et de Gaza sont plus que jamais tributaires de l'aide internationale. Par le biais de l'UNRWA, agence spécialisée des Nations Unies, la Suisse apporte son soutien aux réfugiés, le groupe de population le plus vulnérable.



Isabelle Estagnin / Agence VU

## Aide supplémentaire

La DDC a débloqué le 3 avril dernier une aide supplémentaire d'un million de francs en faveur des habitants des territoires palestiniens. Elle a ainsi réagi à la nouvelle vague de violences qui a gravement détérioré la situation déjà très difficile au Proche-Orient. L'argent a été versé à l'UNRWA, principal partenaire de l'Aide humanitaire de la Confédération dans la région. La Suisse figure parmi les douze donateurs les plus importants de l'agence onusienne. En un demi-siècle d'existence, celle-ci a bénéficié de contributions suisses totalisant plus de 100 millions de dollars. La contribution additionnelle d'un million de francs porte à 12,8 millions l'engagement de l'aide humanitaire suisse dans le contexte palestinien pour l'année en cours.

(jls) La deuxième Intifada, qui a éclaté en septembre 2000, a plongé la Cisjordanie et la bande de Gaza dans un profond marasme socio-économique. Le blocus des villes et des villages, imposé par l'armée israélienne, empêche les habitants d'aller travailler durant de longues périodes. «Le cumul de plusieurs mois sans salaires a eu des conséquences terribles. À Gaza, environ 65 pour cent des familles vivent aujourd'hui au-dessous du seuil de pauvreté», constate Jean François Golay, chargé de programme à la DDC. Le bouclage des territoires a également paralysé le système d'éducation, du fait que les élèves et les enseignants ne peuvent plus se rendre à leur collège. L'accès aux soins médicaux est gravement compromis: souvent, les malades ou les blessés n'ont pas la possibilité de recevoir des soins adéquats, en raison des barrages routiers.

Début avril 2002, le conflit s'est brutalement intensifié, avec l'isolement de Yasser Arafat et la réoccupation des principales villes de Cisjordanie ainsi que des camps de réfugiés. Les nouvelles restrictions imposées par les forces israéliennes ont rendu les besoins d'assistance et de protection encore plus aigus.

## Appels d'urgence

Les réfugiés, qui représentent 30 pour cent de la population en Cisjordanie et 70 pour cent à Gaza, sont le groupe de population le plus vulnérable face à la dégradation des conditions de vie. L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) ne peut pas compter sur son budget ordinaire – 310 millions de dollars en 2001 – pour couvrir les besoins générés par la



crise. Depuis le début de la deuxième Intifada, il a lancé quatre appels d'urgence à la communauté internationale.

Grâce aux fonds supplémentaires ainsi réunis, l'UNRWA a pu distribuer une aide alimentaire ou financière aux familles les plus touchées, lancer un programme de création d'emplois et organiser des activités parascolaires afin de remédier à la fermeture de certaines écoles. Il a également pu ravitailler ses cliniques en médicaments, personnel et équipements supplémentaires. Ces centres de soins sont fortement sollicités par l'afflux massif de blessés et par le fait que de nombreux Palestiniens ne peuvent plus recourir aux services de santé privés.

### Écoles, cliniques et aide sociale

Comme les autres bailleurs de fonds, la DDC a répondu aux appels d'urgence. En 2001, cet effort supplémentaire a porté à 14 millions de francs son aide aux réfugiés palestiniens. La plus grande partie de l'aide suisse alimente le budget général de l'UNRWA. Elle finance par ce biais la fourniture de services de base aux 3,8 millions de réfugiés palestiniens éparpillés entre la Cisjordanie, Gaza, la Syrie, la Jordanie et le Liban. Un tiers d'entre eux vivent dans 59 camps de réfugiés. L'UNRWA gère 650 écoles et huit centres de formation professionnelle. Les soins médicaux et dentaires sont assurés par un réseau de 122 cliniques et dispensaires. L'agence offre également une aide sociale aux réfugiés dans le besoin.

### Améliorer les services

La DDC se préoccupe également de renforcer le fonctionnement de cette agence, qui a commencé ses activités en 1950. «L'UNRWA souffre de problèmes structurels dus au fait qu'elle n'aurait pas dû vieillir ainsi. Elle a été conçue pour fournir des secours d'urgence», explique M. Golay. Dans la

seconde moitié des années 90, des problèmes de confiance et de communication sont survenus entre l'UNRWA, les donateurs et les pays d'accueil des réfugiés. À l'initiative de la Suisse et de l'UNRWA, tous les partenaires se sont rencontrés en 1998 à Montreux afin d'améliorer les mécanismes de concertation.

Lors de cette conférence, la Suisse a pris l'engagement de renforcer la qualité des services fournis par l'agence, en particulier dans le domaine social. L'an dernier, elle a en outre financé l'ouverture d'un bureau de liaison à Genève, qui doit faciliter les contacts de l'UNRWA avec les autres organisations internationales et avec les pays donateurs. Elle appuie également la mise en place par l'UNRWA d'une stratégie de communication plus efficace. Enfin, la DDC a financé en 2001 trois sondages auprès de la population des territoires. Ils portaient sur les effets de la crise et la perception de l'aide internationale par les bénéficiaires.

Une partie de l'aide humanitaire suisse aux réfugiés passe par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et par des organisations non gouvernementales. La Suisse soutient également le Département palestinien responsable pour les affaires des réfugiés. Et elle a financé une étude de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), qui doit permettre aux autorités palestiniennes de faire face à une possible immigration sur leur territoire, dans l'optique d'un retour de la paix. «Même si, pour le moment, il est impossible de prédire quand le problème des réfugiés trouvera une solution juste et globale, nous aidons déjà nos partenaires sur place à préparer l'avenir», note M. Golay. ■

*L'article ci-dessus se réfère à la situation prévalant jusqu'à mi-avril, date du bouclage de ce numéro.*

### Quatre générations de réfugiés

L'UNRWA a été créée en 1949 par l'Assemblée générale des Nations Unies, afin de prêter assistance aux quelque 800 000 Palestiniens chassés de chez eux par le premier conflit israélo-arabe. Conçue comme un organe temporaire, elle devait fonctionner jusqu'à l'entrée en vigueur de la résolution 194 de l'ONU, votée en décembre 1948. Ce texte stipulait le droit au retour des réfugiés et prévoyait une compensation pour ceux qui choisiraient de ne pas rentrer en Palestine. En l'absence d'une solution politique, le mandat de l'UNRWA a été renouvelé tous les trois ans. Entre temps, ce sont quatre générations de réfugiés, soit plus de 3,8 millions de personnes, qui sont placées sous son mandat. L'agence a un double siège, à Amman et à Gaza. Elle emploie plus de 22 000 personnes.



Hien Lam Duc / Agence VU

# Fin du huis clos en Bolivie

Élitiste, lente et corrompue, la justice bolivienne avait depuis longtemps perdu toute crédibilité. Plusieurs mesures de réforme lui ont rendu la confiance de la population. C'est ainsi qu'un poste d'ombudsman a été créé, afin de faire respecter les droits des citoyens face aux abus de l'État. La DDC participe au financement de cette institution.



Hien Lam Duc / Agence VU

## Entre les cocaleros et le gouvernement

Un grand nombre de plaintes traitées par le Défenseur du Peuple (DP) proviennent des petits producteurs de coca, plante utilisée pour la fabrication de la cocaïne. L'armée et la police anti-drogue sont chargées d'arracher les plantations considérées comme illicites, notamment dans la plaine tropicale du Chapare. Au cours de ces opérations, les droits constitutionnels des paysans sont fréquemment bafoués. Viols, violences physiques, rackets et homicides ont été dénoncés aux services du DP. Et quand les *cocaleros*, réduits à la misère, marchent sur la capitale ou bloquent les routes pour protester contre l'éradication de leurs cultures, c'est encore le DP qui sert de médiateur entre les forces de l'ordre et les manifestants.

(Jls) Le retour à la démocratie, en 1982, n'avait pas remédié aux graves carences de la justice, qui restait inaccessible aux populations défavorisées. Faute de pouvoir s'offrir les services d'un avocat, les prévenus passaient des mois ou des années en prison sans jugement. Il a fallu attendre 1996 pour que le gouvernement se décide à moderniser et à décentraliser le système judiciaire. «La Suisse a immédiatement soutenu les différents volets de cette réforme, qui devait faciliter l'accès à la justice, garantir le respect des droits de l'homme et établir l'État de droit», souligne Giancarlo de Picciotto, chargé de programme à la DDC.

## Dans tous les départements

Le Défenseur du Peuple, institué en 1998, est l'un des piliers de la réforme judiciaire. Interface entre l'administration et les citoyens, il dépend exclusivement du Parlement, auquel il fait rapport annuellement. Sa tâche est de veiller au respect des droits des citoyens et de s'assurer que les activités du secteur public soient conformes à la constitution. Depuis sa création, cette institution est dirigée par une ancienne journaliste, Ana María Cam-

pero. Saisie d'une plainte, la *Defensora del Pueblo* tente d'abord de résoudre le litige à l'amiable. Si la conciliation échoue, elle porte l'affaire devant la justice pénale et assure alors le rôle d'accusatrice. La fonction d'ombudsman a rapidement acquis une légitimité morale en Bolivie. Des antennes ont été ouvertes dans les neuf départements et des unités mobiles de défense sillonnent les zones rurales pour y recueillir les plaintes. Durant les trois premières années d'activité, les services de Mme Campero ont traité environ 14 000 plaintes. En 2001, un plan stratégique quinquennal a été élaboré afin de consolider l'institution. Sa mise en œuvre nécessite 22 millions de dollars. La moitié de la somme est versée par un groupe de huit bailleurs de fonds internationaux, dont la DDC, qui mettent leurs contributions en commun. Ces ressources sont ensuite gérées par l'ombudsman. «Il s'agit d'un mode de financement qui favorise l'appropriation du projet par les bénéficiaires», précise M. de Picciotto. ■



### Vivre la solidarité

(ahj) La journée annuelle de la division Aide humanitaire et Corps suisse d'aide humanitaire (CSA) de la DDC, organisée à Montreux le 8 mars, a été marquée par deux événements: la présentation de la Stratégie 2005 de l'Aide humanitaire et la première projection d'un film vidéo. La stratégie et le film portent le même titre en forme de devise, *Vivre la solidarité*. Tous deux expliquent ce que sont l'aide d'urgence, la prévention, la défense de la cause des victimes et la reconstruction. Ils montrent que la Suisse accomplit ces tâches rapidement, efficacement, avec précision et de manière coordonnée. Ce qui compte, dans un contexte de conflits, de crises et de catastrophes, c'est de préserver des vies humaines et d'apaiser les souffrances. Dans sa Stratégie 2005, l'Aide humanitaire prévoit de redoubler ses efforts en matière de coopération humanitaire multilatérale au

cours des prochaines années. Elle compte aussi renforcer le domaine de l'*advocacy*, c'est-à-dire la représentation des intérêts et besoins des victimes.

*La Stratégie 2005 et la vidéo «Vivre la solidarité» peuvent être obtenues auprès de la DDC: Centre de distribution, case postale, 3000 Berne 23; fax 031 324 13 48, e-mail: info@deza.admin.ch*

### Travail et passion

(bf) Deux collaborateurs de la section Politique de développement de la DDC ont accédé il y a peu à des postes passionnants. Daniel Maselli, ancien responsable du secteur de la recherche, travaille depuis avril dernier au Centre pour le développement et l'environnement (CDE) de l'Université de Berne. La DDC lui a accordé un congé jusqu'en 2005 pour lui permettre de coordonner les travaux sur les ressources naturelles et sur l'écologie au sein du Pôle de

recherche national Nord-Sud. M. Maselli se concentrera sur l'Asie centrale. Ce biologiste, titulaire d'un doctorat en géographie, peut ainsi mener des recherches dans son domaine de prédilection, les régions de montagne, tout en ayant «un contact plus direct avec le travail sur le terrain».

Jusqu'à fin mai, Paolo Janke était responsable des relations de la DDC avec le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Depuis début juin, ce philosophe de formation est secrétaire de la commission de politique extérieure du Conseil national et du Conseil des États. Sa tâche consiste à faciliter le travail théorique et pratique de la commission. L'expérience que Paolo Janke a acquise à la DDC contribuera à mieux ancrer la coopération internationale dans la politique suisse, tant intérieure qu'extérieure.

### Visiteurs actifs

(bf) Depuis fin février, les visiteurs qui se rendent au siège de la DDC, à Berne, peuvent aménager le hall d'entrée à leur guise. En arrivant à la Freiburgstrasse 130, dans le quartier de Ausserholligen, ils découvrent une installation interactive à quatre canaux. En appuyant sur la touche «écran», ils peuvent faire défiler une multitude d'images, qui se concentrent pour former une composition originale. Ainsi, des réseaux d'images se créent, ouvrant de nouvelles fenêtres sur le monde. Intitulée «Zones», cette installation a été conçue par Jürg Neuenschwander, le réalisateur de *Rencontres sur la voie lactée*, une œuvre cofinancée par la DDC, qui a reçu en 2001 le prix berinois du film.

## Au fait, qu'est-ce que le transfert de technologie ?

(bf) On définit en général le transfert de technologie comme une opération consistant à transmettre des connaissances et des processus concernant la technologie et la gestion d'entreprise. Dans les années 60, lorsque ce terme a commencé d'être utilisé par la coopération au développement, il désignait le transfert à sens unique de technologies du Nord «riche» vers le Sud «pauvre». Depuis, sa signification et son interprétation ont largement évolué. On sait désormais que le transfert de technologie va bien au-delà du simple déplacement de connaissances techniques vers le Sud. On le considère davantage comme le développement commun de technologies. Par ailleurs, il est apparu de plus en plus clairement que la réussite d'un transfert repose sur l'adaptation aux conditions locales. Le terme de «technologie» ne désigne pas uniquement un procédé technique particulier. Il englobe aussi le contexte social, les conditions de vie, les valeurs et les normes fondamentales. Comme le montre le débat autour de la technologie biologique ou génétique, cette problématique porte également sur l'accueil que la société est susceptible de réserver à de nouveaux procédés. Aujourd'hui, le transfert de technologie se fait dans toutes les directions – du Sud vers le Sud, de l'Est vers l'Ouest ou du Sud vers le Nord – et il relève davantage de l'accès au savoir. Or cet aspect revêt une

importance cruciale, car l'accès au savoir joue un rôle décisif pour les pays du Sud et de l'Est, que l'exode et le «pompage» des cerveaux privent d'une somme énorme de connaissances. Les personnes les mieux formées de ces pays sont en effet attirées vers le Nord, de sorte que le savoir et les capacités viennent à manquer là où on en a le plus besoin. Les pays industrialisés font preuve en l'occurrence d'une incohérence flagrante.



Jörgen Schytte / Still Pictures

# Le choc de l'homme et de la montagne

**Exploitation minière ou parc naturel? Barrages hydroélectriques ou vallées sauvages? L'Année internationale de la montagne préconise un développement durable pour ces écosystèmes très vulnérables aux influences extérieures. Concrètement, cela conduit à se poser la question suivante: peut-on concilier protection de la nature et modernisation? De Gabriela Neuhaus.**

## Influer, encourager, aider

L'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) s'est donné la mission suivante: influer sur les sociétés du monde entier, les encourager et les aider à conserver l'intégrité et la diversité de la nature, et veiller à ce que toute utilisation des ressources naturelles soit équitable et écologiquement durable.

[www.iucn.org/2000/about/content/index.html](http://www.iucn.org/2000/about/content/index.html)

## Erreurs nuisibles

« Dans l'arc alpin, le savoir-faire menant à une action adaptée à l'espace naturel a perduré plus longtemps qu'ailleurs. D'un autre côté, en raison des conditions naturelles particulières, les erreurs d'exploitation se répercutent plus rapidement et de façon plus nuisible. Il est donc nécessaire d'abandonner toute forme d'action incompatible avec l'écologie et de s'abstenir à temps et de manière conséquente. »

Mario F. Broggi: *Quatre thèses pour agir et s'abstenir dans les Alpes*. In « 1<sup>er</sup> Rapport sur l'état des Alpes », publié par la Commission internationale pour la protection des Alpes (CIPRA), Berne 1998.

C'est en 1914 qu'a été créé en Suisse le premier parc national d'Europe centrale. On compte aujourd'hui 14 parcs alpins, où la nature jouit d'une protection absolue. Ses 162 km<sup>2</sup> placent le Parc national suisse à l'avant-dernier rang pour la superficie. Depuis des années, on s'efforce de l'agrandir, car il est trop petit pour garantir une préservation optimale de la biodiversité. Mais en Basse-Engadine, ce projet rencontre une certaine résistance: les habitants s'opposent à de nouvelles réglementations qui porteraient atteinte à la vie quotidienne et aux activités économiques de leur région. « Il n'y a aucune raison de faire une différence entre l'*homo alpinus* et l'*homo planis*. Les montagnards ne se laissent pas mettre sous tutelle », fait observer Daniel Wachter, chef de la section Développement durable et Convention alpine à l'Office fédéral du développement territorial. Des conflits surgissent partout où la protection de la nature est en contradiction avec les besoins économiques et sociaux de la population locale.

## Controverses sur les espaces à protéger

Des organisations comme la Commission internationale pour la protection des Alpes (CIPRA) ou l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) encouragent la délimitation d'espaces protégés dans lesquels la vie sauvage et la nature peuvent prospérer sans être entravées par l'intervention humaine. Théoriquement tout au moins, de tels parcs semblent être le meilleur moyen de sauvegarder durablement les ressources de la nature. L'exemple du Népal montre cependant que ce n'est pas forcément le cas. Cet État himalayen est le champion absolu des parcs nationaux. Les zones protégées occupent près de 30 pour cent de la superficie. Une bonne partie ne peut pratiquement plus être exploitée. Mais ces dispositions draconiennes ont fréquemment conduit à des violations de la loi et à des actes de cor-

ruption. Elles ont favorisé un développement qui n'a rien de durable.



Hien Lam Duc / Agence VU

Ladakh, Inde

« Une protection absolue est presque irréalisable. Il faut lui associer des droits d'exploitation accordés à la population locale », constate Karl Schuler, responsable du programme agroforestier de la DDC au Népal. M. Schuler gère un programme de forêts communautaires dont le succès est remarquable. L'État transfère les droits d'exploitation à la population locale, qui avait traditionnellement accès à ces espaces. Il fixe une condition: les communautés villageoises doivent exploiter leur forêt collectivement et durablement, selon un plan établi préalablement. En plus du bois de feu et du fourrage pour les animaux, la forêt fournit des fibres, des champignons et des matières premières pour la fabrication d'huiles ou de médicaments vendus sur



le marché. Au total, quelque 11 000 collectifs d'exploitation forestière – un quart des familles népalaises – participent aujourd'hui à ce programme. Dix ans après le démarrage, le bilan s'avère extrêmement positif: «Au début, entre 70 et 90 pour cent des forêts qui couvrent les collines étaient anéanties ou dans un état misérable; elles se sont en grande partie régénérées. En revanche, la situation a empiré dans les zones sous protection restrictive», explique Karl Schuler. C'est pourquoi certaines formes d'exploitation sont maintenant admises dans les parcs nationaux du Népal. De plus, l'État a créé des «zones de transition», dans lesquelles la population reçoit des compensations destinées à des programmes de développement locaux. Ces prestations sont financées par la redevance d'entrée dans le parc.

### Exploiter durablement les ressources

La protection de la nature ne doit pas s'opposer aux intérêts de la population, souligne également Andreas Weissen, du WWF Suisse: «Il est possible et souhaitable d'exploiter les ressources des régions de montagne. L'homme contribue lui aussi à la diversité des espèces. Ainsi, dans les Alpes, un quart des plantes se développent en lien avec des activités humaines.» Mais la priorité doit être donnée au respect de ce milieu vulnérable et de sa dynamique particulière. À cet égard, M. Weissen cite comme exemples à ne pas suivre le Valais et le Tyrol du Sud, où 90 pour cent des eaux font l'objet d'une exploitation économique, où les surcapacités touristiques ont détruit l'équilibre et dégradé le paysage, où l'agriculture n'est plus intégrée aux cycles régionaux.



Italie



Guatemala



Népal







Hélène Nitoony / laif

## Érythrée

### Aucune partie n'est perdante

«Une action durable n'est possible que si les objectifs sociaux, écologiques et économiques sont atteints en même temps. Lors de la réalisation d'un projet, il est donc nécessaire de prendre en compte les trois objectifs. Les intérêts en jeu étant divergents, il est nécessaire de faire des compromis. Cela ne signifie pas que ce qui avantage une partie se fait au détriment d'une autre. Il faut au contraire s'attacher à la recherche de solutions créatives permettant d'approcher le résultat optimal pour toutes les parties engagées.»  
*Ulf Tödter: Exploitation durable dans les Alpes – qu'en est-il de l'avenir ? In «1er Rapport sur l'état des Alpes», publié par la Commission internationale pour la protection des Alpes (CIPRA), Berne 1998.*

«En Suisse, nous sommes aujourd'hui en train de réparer la nature. Les cours d'eau sont revitalisés, équipés d'échelles à poissons... Tout cela coûte cher», fait observer M. Weissen. Pour améliorer les conditions de vie des populations de montagne dans les pays en développement, il préconise de petites installations décentralisées: pas de grands barrages ou de vastes zones minières qui portent atteinte à l'espace vital et obligent à déplacer des populations, mais des unités de production destinées à couvrir les besoins de la région.

Christine Eberlein, de la Déclaration de Berne, défend une position analogue: les grands projets, comme le barrage controversé d'Ilisu en Turquie, profitent non pas à la population locale, mais aux investisseurs étrangers et aux zones industrielles situées en plaine. Pour Hans Hurni, codirecteur du Centre pour le développement et l'environnement (CDE), la modernisation et le développement ne sont possibles dans les régions de montagne que si l'on autorise des zones d'exploitation intensive: «Une petite usine hydroélectrique dont la production se limite à satisfaire la demande locale ne contribue en rien au développement économique de la région. Si l'on veut promouvoir le développement, il faut aussi envisager des projets plus importants, mais cela suppose un certain impact sur la nature.» Là aussi, on peut évoquer l'exemple du Népal. «Une exploitation prudente du potentiel hydraulique pourrait s'avérer précieuse pour ce pays montagneux, dépourvu de ressources minières et doté d'une topographie ingrate. Cela lui permettrait de promouvoir sa propre industrie et

d'exporter de l'électricité vers l'Inde», affirme Karl Schuler.

### Le dilemme subsiste

Écologistes et experts du développement s'accordent sur une condition: il faut que tout projet d'infrastructure et de développement serve les intérêts de la population et que celle-ci en profite réellement. «Chaque projet nécessite une étude approfondie de son impact sur l'environnement et une analyse de sa durabilité. Il est indispensable d'examiner aussi bien ses aspects écologiques et sociaux que son potentiel économique», souligne Daniel Wachter. Cela requiert des dispositions légales et des réglementations. Mais celles-ci ne résolvent jamais le dilemme fondamental: «Il s'agit toujours de peser des intérêts contradictoires, par exemple l'environnement contre des kilowatt-heures. Si l'on considère d'un côté les avantages économiques et sociaux, de l'autre les dommages écologiques, cela revient à comparer des pommes avec des poires», résume M. Wachter. «L'essentiel, c'est que toutes les décisions liées à cette confrontation homme-nature soient prises de façon transparente, aussi démocratiquement que possible et en consultant la population concernée.» ■

(De l'allemand)



# Les deux mondes du monde

Le monde d'aujourd'hui est divisé : d'un côté, les nations développées, de l'autre les nations en développement. Cette distinction crée l'illusion que nous comprenons la réalité, alors que celle-ci dépasse de loin notre entendement. Le langage « politiquement correct » nous a épargné le nom trop définitif de « pays sous-développés ». Par euphémisme, on nous a qualifiés de « pays en développement », alors que nous étions réellement « en sous-développement ». Aujourd'hui, quelques-uns de ces pays ne sont plus sous-développés, mais ce ne sont même plus des nations. Ils se sont suicidés en tant que pays, ils ont plongé dans un océan de guerre et de décadence. Le développement est devenu un territoire, une géographie, une culture.

Les pauvres des nations pauvres ont perdu leur identité. Ils ne vivent plus dans le tiers monde. Ils n'ont tout simplement plus de monde. Quand j'étais enfant, il était facile de se mobiliser affectivement contre la pauvreté. Un pauvre, c'était un être privé de biens matériels, mais plein d'humanité. Quelqu'un qui se comportait bien, dans les limites de l'éducation qu'il avait reçue. Comme les autres membres de ma famille, je ressentais de la peine pour les pauvres. Aujourd'hui, mes enfants en ont peur. La pauvreté a pris les traits d'un monstre. Elle a engendré des individus qui non seulement sont privés de bien-être, mais également dépourvus d'humanité. La pauvreté est devenue une sorte de maladie contagieuse qu'il s'agit d'éviter.

À la veille de l'indépendance, nous pensions encore être capables de renverser cette malédiction. Nous avions l'illusion d'entreprendre un voyage vers la prospérité, persuadés que la route serait courte. Nous étions loin d'imaginer qu'il serait si pénible d'appartenir au tiers monde. Nous ne savions pas combien notre propre héritage historique serait lourd à porter. L'histoire est la génétique de ces êtres que sont les nations.

Au début des années 80, j'ai rendu visite à un ami à Maputo, un des rares à posséder un téléviseur. Nous avons regardé un documentaire sur des enfants mourant de faim. En voyant ces images, une des personnes présentes s'est exclamée : « Quelle horreur, là-bas, en Éthiopie ! » Puis soudain, l'un des enfants interviewés a parlé en portugais. Et les images ont montré un village de la province de Tete, au Mozambique ! Ce n'était pas les autres qui mouraient, mais nos propres enfants. C'était nous qui perdions notre avenir. Ce scénario de l'horreur s'était glissé à l'intérieur de nos frontières de manière tellement furtive que nous étions incapables de nous y reconnaître. Nous n'étions pas en train d'observer l'apocalypse, nous la vivions.

À cette époque, une guerre civile venait d'éclater. Elle a duré plus de quinze ans. Et ce ne fut pas une de ces guerres lointaines. Non, elle se déroulait sous nos yeux, offerte à notre tristesse et à notre désespoir. Mais les conflits

armés ont aussi leurs fonctions. Le chaos qu'ils provoquent est une occasion unique de balayer le système des privilèges. C'est ce qui s'est produit au Mozambique et dans d'autres pays du continent. Les Africains doivent surmonter ces enfers avant de forger leurs propres points de vue sur les chemins à emprunter. La meilleure des choses qui puisse nous arriver est que ce processus se déroule sans interventions extérieures. Même si celles-ci se veulent humanitaires et normalisatrices.

Les Africains ont rêvé de l'indépendance. Mais tant que nous n'aurons pas produit des systèmes de pensée originaux, aptes à concevoir nos propres formes de développement, nous rêverons avec la tête des autres. L'Europe continue de visiter l'Afrique, comme on va en pèlerinage, cherchant quelque chose qu'elle croit y avoir laissé. Et l'Afrique continue de regarder vers l'Europe avec un opportunisme déresponsabilisant. Nous sommes certes indépendants, mais pas émancipés.

Il reste à créer des formes de développement qui se structurent à partir de la culture. Cela implique que nous inventions notre propre bateau et que nous partions vers un autre destin. Un destin qui serait plus proche de nous et de cette chose très simple : le sentiment d'être heureux collectivement.

*(Du portugais)*



**Mia Couto** est né en 1955 à Beira, deuxième ville du Mozambique. Fils d'immigrants portugais, il dit de son enfance : « Chez nous à la maison, c'était le Portugal et l'Europe ; dans la rue, c'était l'Afrique. » Il s'est passionné pour la lutte de libération. Après l'indépendance acquise en 1975, il est devenu directeur de l'agence de presse nationale, puis rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Tempo*. Depuis ses études de biologie, au milieu des années 80, il s'engage en faveur de la protection de l'environnement et d'une agriculture biologique. Mia Couto vit à Maputo et compte parmi les écrivains les plus importants non seulement du Mozambique, mais de toute l'Afrique lusophone.



Oliver Tjaden / laif

# La montagne fait son cinéma



La fondation trigon-film s'emploie depuis quatorze ans à promouvoir le cinéma du Sud. Sur mandat de la DDC, elle a maintenant mis sur pied un programme de films qui montre diverses facettes de la vie en montagne à travers le monde. Cette série est présentée par Walter Ruggle, directeur de trigon-film.

CULTURE

Fil rouge du programme, le monde de la montagne y est abordé moins comme le théâtre d'exploits accomplis par les alpinistes que comme un espace de vie pour des populations de tous les continents. La palette des genres va de la parodie de films patriotiques au drame alpestre, mais le sujet principal reste la vie de tous les jours sur fond de montagne. Ce quotidien est parfois méditatif, parfois exposé aux bouleversements politiques de notre temps. Le spectateur peut se perdre dans la beauté des paysages, mais il se retrouve en étant projeté dans des questions existentielles. À travers tous ces films, nous voyons ce qui rapproche les montagnards de la planète: le foisonnement de légendes, une lumière particulière, une osmose entre l'être humain et la nature ambiante, la fragilité de l'individu dans l'immensité qui l'entoure, l'aspi-

ration à la paix et à une harmonie supérieure. Quand le cinéma se fait le témoin de régions reculées, il devient une fenêtre largement ouverte par laquelle le regard se porte sur l'extraordinaire multiplicité du monde. Avec *Le fils adoptif*, nous suivons l'adolescence insouciante d'un jeune homme sur les hauteurs immenses du Kirghizistan. *Djomeh* nous fait vivre la xénophobie dont est victime un réfugié afghan, engagé comme auxiliaire dans une ferme en Iran. Dans *Le prisonnier du Caucase*, nous voici enlevés avec deux soldats russes dans la région du Caucase. Ce qui intéresse ici le cinéaste russe Sergueï Bodrov, ce n'est pas l'action guerrière en tant que telle. Il s'interroge sur les raisons qui poussent les hommes à abattre d'autres hommes, juste parce que ceux-ci appartiennent à une autre nation, à



une autre ethnie, à une autre religion. Bodrov montre avec poésie qu'à partir du moment où les peuples se rapprochent, ils ont plus de peine à faire la guerre. Ils réalisent alors que derrière chaque ennemi supposé se cache un être humain avec les mêmes soucis et difficultés, les mêmes joies et besoins, le même désir d'amour.

## Archaïque et poétique

Il arrive que des réalisateurs de cinéma touchent presque imperceptiblement à l'essence même de la vie. Ceci est vrai pour *Pourquoi Bodhi-Dharma est-il parti vers l'Orient?*, un chef-d'œuvre méditatif tourné dans des montagnes perdues de Corée du Sud, et pour *La route du sel*, consacré aux Tibétains qui parcourent 400 kilomètres à pied en trois mois pour aller chercher de l'or blanc. Dans ce film sur les caravanes





du sel, on saisit que l'existence a quelque chose d'archaïque et qu'une poésie émane de la vie quotidienne. C'est également au Tibet que se situe la magnifique histoire intitulée *Le voleur de chevaux*, qui parle du nomade Norbu et de sa famille, de la vie des bergers qui peuplent les hauts plateaux.

Dans son film *Un matin couleur de sang*, la Chinoise Li Shaohong montre à quel point les montagnes les plus éloignées peuvent être proches. Elle a adapté et transposé dans le contexte chinois le roman *Chronique d'une mort annoncée*, du prix Nobel latino-américain Gabriel García Márquez. Son film montre comment les choses suivent leur propre dynamique dans la société fermée d'un village de montagne, où les habitants savent tout, mais n'entreprennent rien. C'est au Japon que Shohei Imamura a tourné son film

primé, *La ballade de Narayama*, dans lequel les vieux d'un village se rendent sur la montagne voisine pour mourir. Alors que ce film tendre suscite une réflexion sur la vie, le Bolivien Jorge Sanjinés expose dans *La nation clandestine* la situation sociale des Indiens aymaras dans les Andes. Les communautés indigènes ont dû se plier aux lois, à la religion et à l'exploitation économique que leur imposaient les conquérants espagnols, mais elles ont su traverser les siècles grâce à la vitalité de leur propre culture. Profondément touchant, le film arménien *Un chant pour Beko* nous plonge dans la vie quotidienne au Kurdistan turc. En revanche, *La légende de l'amour* porte son regard sur les hauteurs solitaires du Kurdistan iranien, avec une histoire d'amour constamment confrontée à la légende du grand amour et à la lutte



trigon-film (3) Bernhard Lang (1)

pour l'autonomie d'un peuple qui doit rester apatride parce qu'il est dispersé entre plusieurs pays.

### L'amour de l'altitude

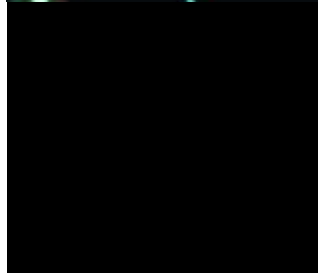
En Suisse également, la montagne a été un protagoniste fréquent de la création cinématographique. *L'âme sœur* est une histoire mythique et hors du temps, par laquelle Fredi Murer raconte la vie confinée d'une famille de montagnards en Suisse centrale. L'espace est encore plus exigu sur le sommet où Markus Imhoof a situé son drame intitulé *La montagne*. De son côté, Erich Langjahr voue une attention affectueuse aux paysans des Préalpes dans *Ballade sur l'alpage*. Les quelques exemples européens de la série proposée par trigon-film suffisent à démontrer à quel point cette thématique peut être vaste. Dans *La demoiselle sauvage*, l'héroïne, qui a vécu une expérience



ce douloureuse, se terre dans un coin perdu au-dessus d'un lac artificiel valaisan. L'Autrichien Niki List se moque dans *Helden in Tirol* (jeu de mots sur une localité signifiant également « héros ») des films alpestres des années 60, qui racontaient jusqu'à l'absurde des amours villageoises dans un cadre sublime. Avec *Barnabo des montagnes*, l'Italien Mario Brenta a composé une ode aux Dolomites. L'homme est en accord parfait avec la nature. Il y a bien longtemps que la montagne est utilisée comme lieu de tournage, comme le montre sur un mode hilarant le film muet *Der Rächer von Davos* (le vengeur de Davos),

réalisé en 1924. Ce mélodrame alpestre donne une idée de ce qu'était le tourisme hivernal et le développement d'une station comme Davos il y a 80 ans. Pour les gens de la plaine, les paysages de montagne ont toujours de quoi séduire, par leur beauté bien sûr, mais aussi parce que ce sont des lieux de vacances, de détente ou de mouvement, parce qu'ils invitent à la découverte. L'Engadine compte sans doute parmi les plus photogéniques de toutes ces vallées et l'on peut admirer, dans *Engadina* de Christian Schocher, la splendeur du monde animal et végétal qui l'habite. La même région a servi de cadre à une production américaine, *Cinq jours ce printemps-là*, dans laquelle le réalisateur Fred Zinnemann, d'origine autrichienne, rend hommage à ses Alpes bien-aimées. Ce film, tourné dans le massif de la Bernina et le Roseggtal, nous montre tout de même quelques scènes de varappe. Dans le rôle de l'alpiniste et de l'amant, c'est Sean Connery que l'on voit évoluer sur des parois rocheuses et des glaciers. Les montagnes ont toujours été des zones d'évasion, des refuges où l'on échappe aux soucis de la vie quotidienne dans les vallées. Et cela reste vrai sous n'importe quelle latitude, dans tous les recoins de cette planète montagnaise. ■

(De l'allemand)



#### Trigon et la DDC

Trigon-film, fondation à but non lucratif, s'est donné pour mission d'ouvrir l'écran de cinéma sur des mondes que nous connaissons mal, c'est-à-dire sur l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine. Ses fonds sont directement consacrés à l'achat, à la distribution et à l'accompagnement publicitaire de productions originales en provenance de ces régions. La DDC accorde à la fondation une subvention annuelle destinée à la distribution, afin d'assurer que ces films soient diffusés dans les cinémas.

#### Démarrage en juin

Le cycle de 20 films produits dans diverses régions montagneuses de la planète circulera dans toute la Suisse à partir de juin 2002. Des renseignements, de même que la brochure du programme et certains films, peuvent être obtenus auprès de trigon-film: case postale, 5430 Wettingen 1, tél. 056 430 12 30, info@trigon-film.org, www.trigon-film.org

#### 20 films et leurs montagnes

**Arménie** *Un chant pour Beko*, de Nizamettin Ariç  
mont Ararat

**Bolivie** *La nation clandestine*, de Jorge Sanjinés  
Andes

**Chine** *Un matin couleur de sang*, de Li Shaohong  
montagnes du Nord de la Chine

**Iran** *Djomeh*, de Hassan Yektapanah  
zone frontalière Iran-Afghanistan

**Italie** *Barnabo des montagnes*, de Mario Brenta  
Dolomites

**Japon** *La ballade de Narayama*, de Shohei Imamura  
mont Narayama

**Kirghizistan** *Le fils adoptif*, de Aktan Abdikalikov  
hauts plateaux d'Asie centrale

**Kurdistan** *La légende de l'amour*, de Farhad Mehranfar  
montagnes du Kurdistan iranien

**Autriche** *Helden in Tirol*, de Niki List  
Tyrol

**Russie** *Le prisonnier du Caucase*, de Sergueï Bodrov  
Caucase

**Corée du Sud** *Pourquoi Bodhi-Dharma est-il parti vers l'Orient ?*, de Bae Yong-kyun  
montagnes de Corée

**Tibet** *Le voleur de chevaux*, de Tian Zhuangzhuang  
Tibet

**Tibet** *La route du sel*, de Ulrike Koch  
Tibet

**États-Unis** *Cinq jours ce printemps-là*, de Fred Zinnemann  
massif de la Bernina

**Suisse** *Der Rächer von Davos*, de Heinrich Brandt  
Davos

*L'âme sœur*, de Fredi M. Murer  
Suisse centrale

*La montagne*, de Markus Imhoof  
Säntis/Pilate

*Ballade sur l'alpage*, de Erich Langjahr  
Préalpes/Alpstein

*Engadina*, de Christian Schocher  
Engadine

*La demoiselle sauvage*, de Léa Pool  
Valais





Museum für Kommunikation Bern

### Bons baisers du bout du monde

(bf) Chameaux sur fond de pyramides, voiles couleur rouille des jonques chinoises et belles Indiennes en sari: il y a longtemps que tout cela existe, mais entre 1896 et 1930, la plupart des globe-trotters épris d'exotisme n'avaient pas d'appareil photo dans leurs bagages. C'est par cartes postales qu'ils transmettaient images et récits à leurs proches restés au pays. L'exposition «Gruss aus der Ferne» (salutations venues de loin) présente environ 300 cartes postales d'Asie, d'Afrique, d'Océanie et d'Amérique latine. Elles ont été mises à disposition par le Musée d'ethnographie de l'Université de Zurich et le Musée de la communication, à Berne. Ces petits trophées témoignent de départs téméraires vers des pays lointains, de voyages palpitants chez les chasseurs de crocodiles, de beautés nues, de chevauchées à travers le désert et de chemins de fer en construction dans des contrées sauvages.

«Gruss aus der Ferne», jusqu'au 5 mars 2003, Musée de la communication, Berne. Heures d'ouverture: du mardi au dimanche, de 10 à 17 heures

### Études africaines à Bâle

(bf) L'Université de Bâle a créé récemment un Centre d'études

**Formation et formation continue** africaines, point de rencontre unique en Suisse pour tout ce qui intéresse ce continent. Il est conçu comme un centre de compétence en la matière et mettra en place un cours d'études africaines. Ce programme permettra de réunir des scientifiques et des institutions qui se consacrent à la recherche et à l'enseignement dans des domaines touchant à l'Afrique. Les disciplines actuellement impliquées appartiennent aux facultés de philosophie et d'histoire, de théologie et des sciences naturelles. Parmi les institutions universitaires et extra-universitaires qui participent au centre, on trouve l'Institut tropical suisse, la Mission 21 et les Bibliographies bâloises sur l'Afrique.

*Centre d'études africaines de Bâle.*  
Coordinatrice: Lilo Roost Vischer,  
tél. 061 267 27 42,  
e-mail: lilo.roost-vischer@unibas.ch

### Management social

(jls) L'Institut universitaire d'études du développement (IUED), à Genève, organise du 23 au 27 septembre 2002 une session de formation continue en management social. Les cadres d'organisations privées et publiques engagées dans l'action sociale ou la coopération au développement pourront s'y familiariser avec les principaux outils et méthodes de management utilisés dans ce domaine: planification par objectifs, cadre logique, types d'évaluation, définition des prestations, etc.

*Délai d'inscription: 30 juin.*  
Renseignements et inscriptions:  
IUED, Sylviane Werren  
Kanyarwunga (tél. 022 906 59 86,  
fax 022 906 59 94, e-mail:  
sylviane.werren@iued.unige.ch)  
ou sur le site [www.iued.unige.ch](http://www.iued.unige.ch)

### Ceux d'en bas

(er) Son, salsa, merengue, cumbia, mariachi, reggae, ska, jazz,

**Musique** hip hop, rock et funk s'entremêlent dans cet étonnant punk tropical du groupe Los de Abajo, fondé en 1992. Dans leur deuxième CD, *Cybertronic Chilango Power*, les huit membres du groupe célèbrent ce cocktail de styles venu d'en bas (*abajo*), de la sous-culture chaotique de la mégapole Mexico. Se considérant comme les «enfants du mariage forcé de Coyolxauqui (déesse aztèque de la lune et de l'univers) avec Jésus», ils zappent entre des harmonies latino et des attaques techno. De jolies guirlandes à l'accordéon alternent avec des salves de percussions, les chœurs de voix revendicatrices avec les pulsations des vents, tandis que les accords de guitare se marient avec des envolées au piano. Dans cette effervescence sonore qui déborde d'une joie de vivre quasi carnavalesque, on distingue clairement les messages politiques du groupe.

*Los de Abajo: «Cybertronic Chilango Power»*  
(Luaka Bop / EMI)

### Vol de choucas sur l'Oberland

(gnt) Le mot *tächa* désigne un choucas dans le dialecte des vallées de Lauterbrunnen et de Grindelwald. C'est aussi le nom d'un groupe de la région. Des rythmes sautillants et des mélodies plus pesantes forment un contraste qui reflète bien l'Oberland bernois, la patrie de ces musiciens. Le groupe Tächa associe ses chansons à de splendides photos prises dans la région de la Jungfrau. Cette production multimédia sur DVD permet d'établir un dialogue intense en images intérieures et extérieures.

*Tächa, Digital Video Disc (DVD).*  
Distribution / commande:  
[szeneCH.ch](http://szeneCH.ch), Kammistr. 11,  
3800 Interlaken,  
e-mail: [taecha@szeneCH.ch](mailto:taecha@szeneCH.ch),  
Fr. 39.- (plus frais d'envoi).

service



### Suivez le guide!

(gnt) À l'occasion de l'Année internationale de la montagne, le producteur londonien World-music Network lance simultanément trois *Rough Guides*. Ces remarquables compilations proposent une sélection des meilleures chansons et des plus importants musiciens d'une région donnée (accompagnée d'un guide touristique en anglais). Cette série met en évidence la richesse culturelle des Alpes, de l'Himalaya et des Appalaches. Un disque sur la musique des Andes était déjà paru auparavant.

*Various Artists: «The Rough Guide to the Music of the Alps» et Various Artists: «The Rough Guide to the Music of the Himalayas» (Worldmusic Network), [www.worldmusic.net](http://www.worldmusic.net)*

### Rencontres avec les enfants d'ailleurs

(dg) Le DVD *Les enfants du monde – le monde des enfants* contient huit films sur la vie quotidienne des enfants en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Cet outil pédagogique multimédia fournit également des informations de base, des leçons déjà préparées, des suggestions pratiques pour les enseignants et des feuilles d'exercice à imprimer. Les films abordent différents sujets: rôles sociaux des genres, enfants de la rue, ville/campagne, amitié, situations de conflit. Ce DVD convient particulièrement pour les degrés moyens et supérieurs. Les his-

toires de jeunes du même âge dans d'autres parties du monde peuvent être utilisées dans des branches telles que la géographie, la religion, la biologie, l'histoire, l'économie ou les langues étrangères. Grâce à ses multiples facettes, cette thématique s'insère particulièrement bien dans un enseignement pluridisciplinaire. La réalisation du DVD a reçu un appui financier de la DDC, qui apporte ainsi une contribution à la promotion de l'éducation globale.

«*Les enfants du monde – le monde des enfants*», DVD-vidéo et DVD-Rom, français / allemand, avec matériel pédagogique. Informations: Films pour un seul monde, tél. 031 398 20 88, [www.filmmeinewelt.ch](http://www.filmmeinewelt.ch). Distribution / vente: Éducation et Développement, tél. 021 612 00 81, [fed@lausanne.globaleducation.ch](mailto:fed@lausanne.globaleducation.ch)

### Du nouveau sur le réseau

(bf) Depuis le début de l'année, le réseau culturel pour l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine en Suisse – [www.coordinarte.ch](http://www.coordinarte.ch) – a changé de présentation et enrichi son contenu. L'agenda des manifestations sur la musique, la danse, le théâtre et les beaux-arts est toujours très étoffé. Le service de réservations pour des spectacles en provenance d'autres continents a été complété par la possibilité d'écouter des échantillons musicaux au format mp3. Les internautes peuvent désormais consulter un répertoire des institutions encourageant l'art et la culture du Sud. Ils y trouveront des adresses, des liens utiles, des références bibliographiques et des conseils pour présenter des demandes de soutien. Ce répertoire a été réalisé en collaboration avec la Fondation suisse pour la culture Pro Helvetia et la DDC. Autres nouveautés, le site propose une page d'actualités cinématographiques et une galerie Internet d'artistes plasticiens. Créé il y a deux ans



par le centre de documentation Culture et Développement, le projet [www.coordinarte.ch](http://www.coordinarte.ch) est devenu le principal site Internet pour l'art et la culture du Sud en Suisse.

[www.coordinarte.ch](http://www.coordinarte.ch)

### Mythes himalayens

(gnt) Le Toit du Monde nourrit une abondante culture et sa littérature est très variée. Une première anthologie a été publiée sous le titre *Himalaya – Menschen und Mythen* (Himalaya – des gens et des mythes; en allemand seulement). L'Himalaya est le séjour des dieux, les montagnes sont des échelles sur lesquelles on peut grimper vers le ciel. Au-delà de toute nostalgie, les contes de ces pays évoquent la force d'attraction des sommets et la vie dans ces régions perdues. Ce volume contient des textes de 21 auteurs originaires du Népal, du Bhoutan, du Tibet, de Chine et de l'Inde. Leurs honoraires ont été payés par la DDC.

Alice Grünfelder: «*Himalaya – Menschen und Mythen*», Unionsverlag, Zurich. Un autre livre d'Alice Grünfelder, à lire pendant (et après) l'Année de la montagne: «*An den Lederriemen geknotete Seele. Erzähler aus Tibet*», Unionsverlag

### Crevasses, pentes et abîmes

(bf) Africaniste, journaliste, expert en développement, théologien, agronome, grand voyageur et auteur, Al Imfeld (67 ans)

a beaucoup voyagé et son horizon est vaste. Pourtant, il a su garder le sens de la proximité. Dans son dernier ouvrage, *Berge wachsen nicht in den Himmel sondern in die Tiefe* (les montagnes ne montent pas vers le ciel mais descendent dans les profondeurs; en allemand seulement), il raconte des récits de l'arrière-pays lucernois, plus précisément de la région où il a grandi: le Napf, une des montagnes d'Europe les plus chargées d'histoire. Ce livre contient des histoires merveilleuses de crevasses, de pentes ombreuses, d'abîmes, de prés odorants, de forêts sombres. Il parle surtout des habitants qui travaillent, qui prient et dont l'existence, comme la mort, est malgré tout placée sous le signe de la famine ou d'autres catastrophes.

Al Imfeld: «*Berge wachsen nicht in den Himmel sondern in die Tiefe*», Verlag Im Waldgut, Frauenfeld

### Histoires d'une vie

(bf) Arthur Bill a dirigé pendant un quart de siècle le village d'enfants Pestalozzi, à Trogen. Il a été le premier délégué du Conseil fédéral pour l'aide en cas de catastrophe, avant de se mettre au service des Nations Unies, en tant que représentant spécial du Département fédéral des affaires étrangères. Arthur Bill reste par ailleurs un observateur attentif et un conteur doué, comme le montre son livre *Helfer unterwegs* (secouristes en route; en allemand seulement). Il y raconte les «souvenirs d'un instituteur de campagne, d'un directeur de village d'enfants et d'un sauveteur lors de catastrophes». Parfois tristes ou bouleversantes, ses histoires imprégnées d'humour et toujours passionnantes explorent les moyens de résoudre des problèmes en évitant la violence.

Arthur Bill: «*Helfer unterwegs*», Stämpfli Verlag, Berne



## Islam – islamisme

*La Suisse et le monde*, revue publiée par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), présente des thèmes actuels de la politique extérieure de la Suisse. Elle paraît quatre fois par an, en trois langues (français, allemand et italien).

« Islam – islamisme » est le thème du dossier du numéro 3/2002, qui propose divers éclairages. La dernière édition, publiée en avril, est consacrée à la sécurité internationale dont l'importance capitale s'est encore accrue après les attentats terroristes du 11 septembre.

Il est possible de souscrire gratuitement un abonnement à l'adresse suivante : *La Suisse et le monde*, c/o Schaer Thun AG, Industriest. 12, 3661 Uetendorf; ou par e-mail: [druckzentrum@schauerthun.ch](mailto:druckzentrum@schauerthun.ch)

## Réformer l'aide à l'Afrique

(jls) Même si des progrès ont été réalisés, l'Afrique subsaharienne est aujourd'hui plus pauvre qu'il y a vingt ans. Pour contribuer plus efficacement au développement de ces pays, il est indispensable de prendre en compte leur culture, leur histoire ainsi que leur organisation sociale et politique. Sous le titre *Partenaires en Afrique : quelle coopération pour quel développement ?*, le numéro 5 des « Écrits sur le développement de la DDC » donne la parole à une trentaine d'experts africains, européens et américains. Cet ouvrage montre que la coopération au développement implique un dialogue entre deux parte-



naires. Jusqu'à présent, elle a plutôt ressemblé à un monologue des pays du Nord qui prodiguent conseils et modèles.

« *Partenaires en Afrique : quelle coopération pour quel développement ?* » existe aussi en allemand, italien et anglais. Il peut être obtenu gratuitement auprès de la DDC, tél. 031 322 44 12, e-mail : [info@deza.admin.ch](mailto:info@deza.admin.ch) ou au moyen du coupon de commande inséré dans « Un seul monde ».

## Crise de confiance

(jls) L'État postcolonial africain est en crise. Il a perdu la confiance des populations en quête de sécurité sociale, matérielle, psychologique et spirituelle. Son incapacité à prévoir, impulser, prélever, distribuer et contrôler est particulièrement frappante au niveau local. Elle laisse le champ libre à d'autres modes d'organisation, informels et multiples, constate Raogo Antoine Sawadogo, président de la Commission nationale de décentralisation au Burkina Faso. L'État doit être refondé, réinventé de l'intérieur, à partir de l'échelon local. Dans son livre, *L'État africain face à la décentralisa-*

*tion*, M. Sawadogo propose que la décentralisation soit l'instrument privilégié de cette refondation. La collectivité locale demeure, selon lui, la sphère sociale déterminante dans la construction d'une nouvelle citoyenneté.

Raogo Antoine Sawadogo : « *L'État africain face à la décentralisation* », Éditions Karthala, Paris, 2001

## Conflits au masculin et au féminin

(jls) Les conflits armés entraînent un profond bouleversement de la vie sociale. Hommes, femmes, enfants et vieillards doivent assumer de nouveaux rôles et responsabilités. Cependant, ces changements ne se réduisent pas à une simple dichotomie : d'un côté, les hommes acteurs en armes, de l'autre, les femmes victimes passives de la violence. Le colloque « Hommes armés, femmes aguerries », qui s'est tenu en janvier 2001 à Genève, a permis d'analyser les effets de la guerre sur les rapports de genre. Quatorze intervenantes ont participé à ce colloque international organisé par l'Institut universitaire d'études du développement

(IUED). Leurs contributions ont été réunies dans un ouvrage qui est disponible gratuitement.

Fenneke Reysoo : « *Hommes armés, femmes aguerries – Rapports de genre en situations de conflit armé* ». Commandes : IUED, service des publications, tél. 022 906 59 50, fax 022 906 59 53, e-mail : [publications@iued.unige.ch](mailto:publications@iued.unige.ch)

## Au sud de Genève

(jls) En 2000, les collectivités publiques genevoises ont consacré 7,7 millions de francs à l'aide aux pays en développement. Une brochure éditée par la Fédération genevoise de coopération (FGC) établit l'inventaire des contributions versées par les 45 communes du canton et par l'État de Genève. Elle détaille leurs engagements financiers en 2000 et reflète l'évolution des crédits pour les cinq dernières années. « Genève fait un remarquable effort en matière de solidarité », souligne dans son éditorial Jean-Pierre Gontard, président de la FGC. En octobre 2001, le Grand conseil a voté une loi fixant à 0,7 pour cent la part des dépenses que le canton attribue à la solidarité internationale. Avant lui, la Ville de Genève et une dizaine d'autres communes s'étaient fixé des objectifs similaires.

« *Solidarité Genève Sud - Participation des collectivités publiques genevoises à la solidarité internationale en 2000* ». Fédération genevoise de coopération, tél. 022 738 04 88, fax 022 738 59 59, e-mail : [secretariat@fgc.ch](mailto:secretariat@fgc.ch)

### Impressum

« Un seul monde » paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

### Editeur:

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

### Comité de rédaction:

Harry Sivec (responsable)  
Catherine Vuffray (vuc)  
Barbara Affolter (abb)  
Joachim Ahrens (ahj)  
Fabrice Fretz (fzf)

Maud Gerber (gee)  
Sarah Grosjean (gjs)  
Barbara Hofmann (hba)  
Beat Felber (bf)

### Collaboration rédactionnelle:

Beat Felber (bf-production)  
Gabriela Neuhaus (gn) Maria Roselli (mr)  
Jane-Lise Schneeberger (jls) Ernst Rieben (er)

**Graphisme:** Laurent Cocchi, Lausanne

**Photolithographie:** City Comp SA, Morges

**Impression:** Vogt-Schild / Habegger AG, Soleure

### Reproduction:

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

### Abonnements:

Le magazine peut être obtenu gratuitement auprès de : DDC, Section médias et communication, 3003 Berne, Tél. 031 322 44 12 Fax 031 324 13 48 E-mail : [info@deza.admin.ch](mailto:info@deza.admin.ch)

65983

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

**Tirage total :** 55000

**Couverture :** Witold Krassowski / Network / Lookat

**Internet:** [www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch)

**Dans le prochain numéro:**

**Les Andes – une région de montagne,  
théâtre de nombreux conflits, qui lutte pour  
son développement et son intégration au  
monde. Le contexte, des pistes de solution  
et l'engagement de la Suisse.**



Michael Kottmeier / agenda



DIRECTION  
DU DEVELOPPEMENT  
ET DE LA COOPERATION  
**DDC**